

MAI - JUIN 1994

248 - 3,75 \$

DOSSIER

TRAVAIL *de* RUE

**l'arrivée du
prêt-à-porter**

Entrevue avec
Lorraine Guay

**«ROUGE ET
EXPERTE»**



06

9 770849 035006

Vous l'attendez ?
C'est pour bientôt !

Le Quiz des femmes

Vous connaissez peut-être celui-ci ?

Le Mini-quiz féministe est un jeu-questionnaire sur la contribution, individuelle ou collective, de femmes à notre société. Ce jeu paru en 1983, grâce au travail de recherche des militantes du Mouvement socialiste et à l'appui du Comité de la condition des femmes de la CEQ pour



la production et la diffusion, a connu un succès retentissant.

Les 5 000 copies ont été vendues dès les premiers mois et, chaque année depuis, la CEQ reçoit des demandes de personnes qui souhaitent se le procurer.

Enfin, nous serons bientôt en mesure de répondre à vos attentes.

En 1994, le Comité de la condition des femmes de la CEQ fêtera son 20^e anniversaire. Pour souligner ce grand événement, nous avons fait renaître le Mini-quiz sous la forme d'un nouveau jeu : le **QUIZ DES FEMMES**.

Nous avons modifié, rajeuni et remis à jour les questions du jeu. Les 500 questions concernant les femmes sont regroupées sous 6 thèmes :



Discrimination, justice et droits



Arts, lettres et culture



Sciences, technologie et santé



Sports, jeux et loisirs



Politique, histoire et mouvements sociaux



Mythologie, spiritualité et religion

Les questions de chacun des thèmes apparaissent sous la forme d'un jeu de cartes plastifiées. Vous pouvez jouer individuellement, en groupe, à l'école, à la maison, le nombre d'heures qu'il vous plaira, tout en améliorant vos connaissances sur des événements et des femmes remarquables.

Le **Quiz de femmes** sera disponible au coût minime de 20 \$ à compter de la mi-avril. Si vous êtes membre de la CEQ, **veuillez vous adresser à votre syndicat. Sinon, veuillez commander au Centre de documentation de la CEQ-Québec au (418) 627-8888 ou par télécopieur au (418) 627-9999.**

Commandez dès maintenant !

 **CEQ**



PHOTO BERNARD JEAY

24



PHOTO XAVIER LLUIS, AGENCE CHRONO-PRESSE

8

ÉDITORIAL

4

ENTREVUE

8

• Lorraine Guay ROUGE ET EXPERTE

Si Lorraine Guay avait vécu dans les années 30, elle aurait sûrement participé aux épopées révolutionnaires du médecin canadien Normand Bethune en Espagne et en Chine. Pour cette femme engagée, conscience politique et science vont de pair pour pouvoir agir sur le monde. Comme infirmière, elle a partagé son temps entre le Québec populaire et l'Amérique du Sud.

VIE ET CULTURE

16

- La presse âgée au Québec
- Hôpital et mets chinois

DOSSIER

24

• Le travail de rue L'ARRIVÉE DU PRÊT-À-PORTER

Le travail de rue organisé est nouveau, méconnu, peu reconnu. Les pratiques sont éclatées, les références aussi, les évaluations également. Mais ça risque de changer. Adieu alors liberté et marge de manœuvre. L'ère du prêt-à-porter est arrivée. De la Catalogne au Québec, en passant par le Brésil, l'État et l'Université s'occupent maintenant du travail de rue. La rue crée un fort sentiment d'appartenance. Comme le rappelle un de nos collaborateurs, la rue est un symbole de liberté, et la personne qui fait du travail de rue a toujours été plus un-e ami-e qu'un-e adulte en fonction officielle, un-e ami-e, avec ce que ça suppose de respect et de patience.

PHOTO-REPORTAGE

14

LIRE

21

CHRONIQUE INSOLENTÉ

23

SUR LA PLANÈTE

38

AUX ÉTATS

41

EN MOUVEMENTS

43

QUÉBEC EN COULEURS

46

VO

VO: LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'inspire des différents courants émancipateurs. Il s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à plus de justice sociale. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant. Les articles publiés n'engagent que leur-s auteur-e-s.

Conseil d'administration: Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Sylvio Gagnon, Ginette Gaudreault, Clotilde Lemay, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Louise Boivin, Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, France Paradis, Pierre Viau.

Collaborations régulières et membres de comités: Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Maryse Robert, Marc Valade, Pierre Viau.

Rédacteurs en chef: Daniel S.-Legault et Jean Robitaille.

Coordination, promotion, publicité: Jean Robitaille. **Visuel,**

comptabilité, montage des couvertures: Daniel S.-Legault.

Gestion des abonnements et traitement de textes: Ginette

Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Caroline Maria et Denis Rioux. **Mise en pages:** André Leclerc.

Impression: Imprimerie d'Arthabaska inc.

Distribution: Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513

Fréquence de parution: 6 numéros par an

Photo couverture: L.Guay, par Xavier Lluis (Chrono-Press)

Grille de tarifs d'abonnement: Individu ou groupe populaire:

20\$/an ou 35\$/2ans. Institutionnel: 28\$/an. Soutien: 28\$/an.

Étudiant ou sans emploi: 14\$/an. À l'étranger (par avion),

individuel: 25\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/

an. Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste).

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont inscrits dans le répertoire analytique de presse *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°248, 1^{er} mai 1994.

VO: 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

JEAN ROBITAILLE

POURQUOI PARTICIPER À UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE ALORS QUE LE MINISTRE VOUS ATTEND AU BOUT DU FIL? BÉNÉFICIAIRE D'UN ACCÈS DIRECT ET PRIVILÉGIÉ AU POUVOIR POLITIQUE, LES MILIEUX D'AFFAIRES N'ONT QU'À FAIRE DES DÉBATS PUBLICS. CES ESPACES DÉMOCRATIQUES DEVIENNENT AINSI DES CONSULTATIONS BIDON; LES VÉRITABLES DÉCISIONS SE PRENNENT AILLEURS, EN CIRCUIT FERMÉ.

En février dernier, lors des consultations pré-budgétaires du ministre Martin, un consensus important semblait s'être dégagé sur la diminution du plafond admissible au RÉER qui devrait être ramené de 13 500\$ à 5 000\$. Cet abri fiscal qui dans cette tranche (5 000\$-13 500\$) ne profite qu'aux plus fortunés-es, n'était plus justifiable en ces temps de lutte féroce aux déficits, entendait-on sous tous les tons, même du côté des économistes néo-libéraux.

Mais surprise, le budget Martin n'a pas touché aux RÉER. Un lobby efficace des banquiers et d'associations de citoyens plus fortunés (dont l'Association des médecins) avait réussi à faire valoir son point de vue. Sans faire de vagues et en évitant scrupuleusement de relancer le débat sur la place publique, ces lobbyistes ont brillamment renversé la vapeur. La stratégie était habile: la discrétion de l'opération avait pour but d'éviter que cet abri fiscal ne devienne le symbole de la lutte au déficit. Par ailleurs, leurs relations avec les dirigeants du Gouvernement leur garantissaient une influence considérable sur la prise de décision.

PRIVATISER HYDRO?

Ces situations se répètent constamment. Le débat sur la privatisation d'Hydro-Québec en est un autre bon exemple. Les gens des milieux d'affaires qui militent activement pour le démantèlement et la privatisation de cette société d'État n'ont pas daigné participer au débat organisé par l'UQAM sur la question. Plutôt que de faire la manchette pendant plusieurs jours et de provoquer un débat de société important sur ce qu'on veut faire d'Hydro, le débat a tourné court, l'ensemble des panelistes défendant la thèse du maintien de l'intégrité d'Hydro.

DES CONSULTATIONS BIDON

Le processus de privatisation à la pièce d'Hydro est pourtant déjà amorcé. Mais ceux qui le promeuvent savent bien qu'ils n'ont aucun intérêt à rendre la chose publique, encore moins à la soumettre à la volonté populaire. En œuvrant en catimini, les milieux d'affaires concernés s'assurent que la situation évolue, lentement mais sûrement, à leur avantage.

Il ne s'agit pas de nier au milieu des affaires son droit d'expression ou de représentation. Tous les groupes sociaux, tous les individus doivent pouvoir s'exprimer et participer au débat démocratique sur l'évolution de la société. Mais le débat cesse justement d'être démocratique quand un groupe profite au détriment des autres d'un accès privilégié et occulte au pouvoir politique. Les principaux espaces de débat démocratique (commissions parlementaires, consultations publiques, etc.) perdent toute crédibilité lorsqu'on sait que c'est ailleurs que les décisions se prennent; et que cet ailleurs n'est réservé qu'à un petit groupe d'initiés.


LA DYNAMIQUE DU SECRET

Pareille attitude du milieu des affaires ne date pas d'hier. Une excellente étude¹ réalisée par le politicologue Pierre Fournier au milieu des années 70 démontrait déjà tout le «respect» que vouaient les dirigeants d'entreprises à ces espaces démocratiques. Quand on leur a demandé quels étaient les lieux déterminants de prise de décision gouvernementale, ils répondaient en grande majorité (91%) «les ministres ou le premier ministre et les sous-ministres». 75% d'entre eux disaient d'ailleurs privilégier «les contacts personnels» pour influencer les décisions des ministres. Ils jugeaient à l'inverse tout à fait insignifiant le rôle des «députés» (0,7%)



DESSIN JAMES WAGNER

et des «comités parlementaires» (0%!!!). Ce jugement n'est peut-être pas si différent de celui de bien des citoyens-nés. Mais ce qui diffère fondamentalement, c'est que les milieux d'affaires ont un accès direct et secret² auprès de ceux qui prennent les décisions alors que les autres groupes doivent se contenter des accès «démocratiques» sans influence.

Pour que ces espaces démocratiques cessent de n'être que des lieux de consultation bidon, il importe de changer les règles du jeu. L'accès privilégié et secret des lobbyistes des milieux des affaires aux membres du cabinet doit être interdit. Sinon, et si on ne force pas les milieux d'affaires et les gouvernements à faire les débats publiquement avec les autres groupes sociaux, les commissions parlementaires de tous genres demeureront une mascarade de démocratie. 

- 1 Pierre FOURNIER, *Le patronat québécois au pouvoir: 1970-1976*, Hurtubise HMH, 1979.
- 2 Fournier a questionné les chefs d'entreprises sur le caractère secret de leurs rencontres avec les ministres. «Le président du conseil d'une société de pâtes et papiers ajoutait que le Gouvernement avait dit aux dirigeants de ce secteur de ne pas publier le fait qu'ils rencontraient des ministres car on pourrait lui reprocher de leur accorder un traitement de préférence. Il va sans dire que le secret a des répercussions graves sur le processus de décision en général. Le vice-président d'une grosse entreprise l'expliquait avec beaucoup de justesse: "Sur bien des points, on en arrive à un compromis bien avant tout débat public. Le public a peine à comprendre ce qui se passe. Nous travaillons directement et secrètement avec le Gouvernement et nous évitons que celui-ci nous impose des contraintes." Et il concluait: "Le Gouvernement n'a pas assez de courage pour attaquer de front le monde des affaires."» (p.102)

CUSO QUÉBEC

CUSO

est une agence
de coopération
internationale.

Nous croyons
que la justice sociale
à l'échelle mondiale
n'est pas une utopie.

Pour y parvenir,
il faut travailler
en s'appuyant
sur des alliances,
des échanges
de connaissances
et d'expertises
ainsi que
sur le partage
des ressources.

Nous cherchons un assistant ou une assistante à la coopération régionale pour le Togo et le Nigéria

RESPONSABILITÉS

- Appui à la programmation Cuso Afrique de l'Ouest
- Appui aux coopérantes et coopérants sur le terrain
- Coordination et développement du programme de coopération en Afrique de l'Ouest
- Promotion des liens et des relations entre le Canada et l'Afrique de l'Ouest

QUALIFICATIONS

- Avoir une bonne connaissance de l'Afrique de l'Ouest
- Être bilingue
- Être engagé(e) dans le domaine du développement international et de la justice sociale
- Avoir une bonne connaissance du contexte canadien et québécois.



VOTRE DON VA LOIN

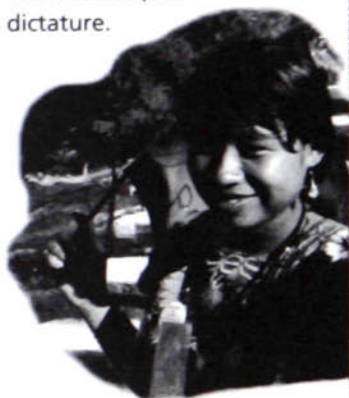
Vivre enfin sur sa propre terre !

C'est le rêve de milliers de Guatémaltèques chassés de leur pays par la dictature.

Depuis janvier 1993, plusieurs réfugiés ont pu retourner au Guatemala. En toute dignité.

Développement et Paix, grâce à vous, participe à ce retour historique.

Votre don va loin !



Voici ma contribution

100 \$ 50 \$ 25 \$ autre \$

Chèque Mandat Visa Mastercard

Numéro de la carte de crédit

Nom du titulaire

Date d'échéance

Un reçu pour usage fiscal peut être émis pour les dons de 10 \$ ou plus.

Reçu : oui non

Nom

Adresse

Ville

Province

Code postal

Téléphone



**DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

5633, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1N 1A3 (514) 257-8711

Numéro d'enregistrement: 0321604-09-08

l'aut' journal ans

Lisez les chroniques de

Michel Chartrand



Léo-Paul Lauzon



Jacques Guay



Nicole de Sève



et plusieurs autres

l'aut'point de vue

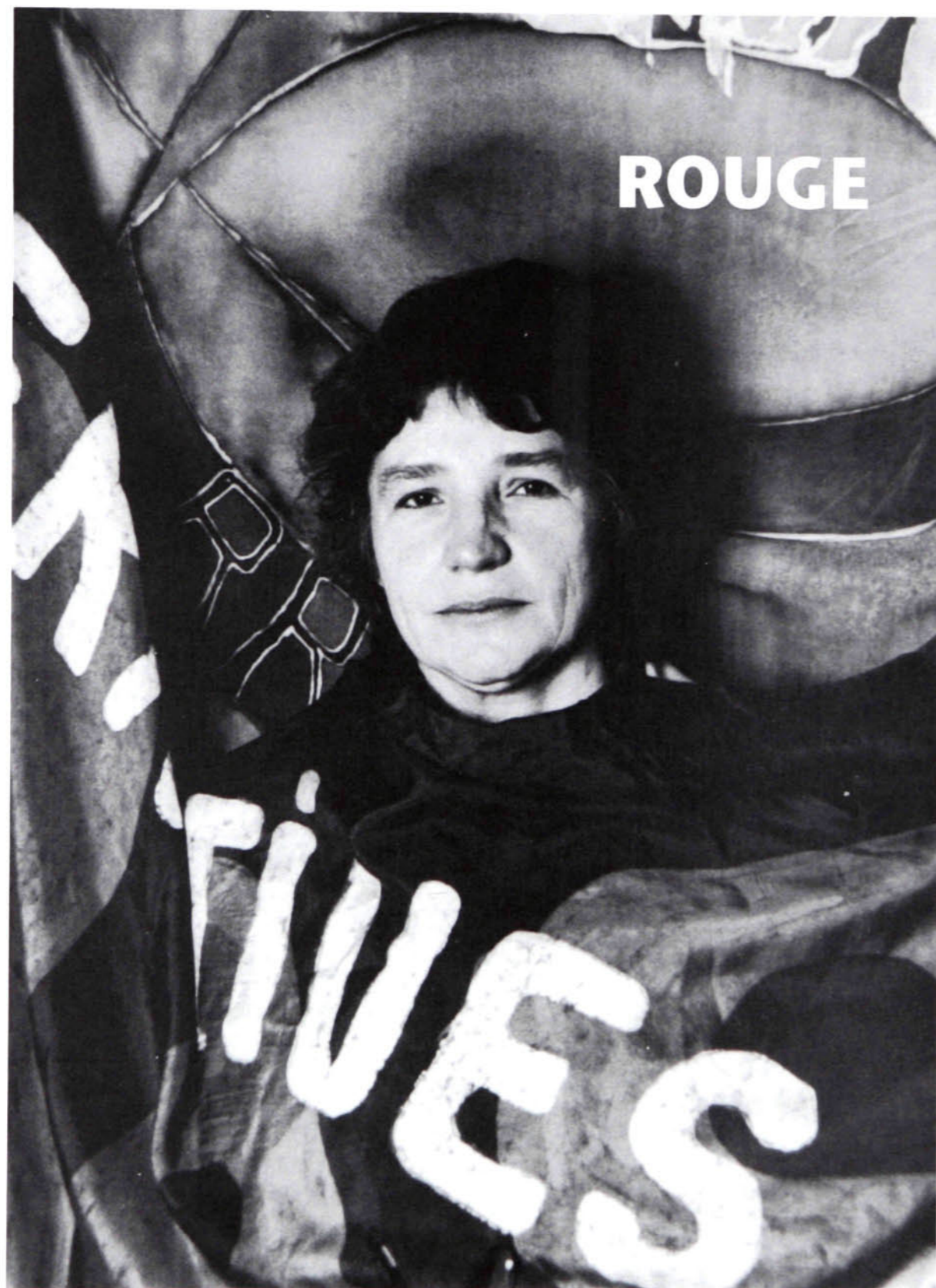
Abonnez-vous — 10 nos: 20 \$
(taxes incluses)

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____

Chèques à l'attention de *l'aut'journal*:
3575, boul Saint-Laurent, bureau 819
Montréal, H2X 2T7



ROUGE

ET EXPERTE PORTRAIT DE LORRAINE GUAY

LOUISE DENONCOURT

PHOTOS: XAVIER LLUIS, AGENCE CHRONO-PRESSE

Marquée par son passage dans la Jeunesse étudiante catholique (JEC), Lorraine Guay y a appris la contestation et la remise en cause des valeurs dominantes. C'était l'un des rares lieux au début des années 60 où les femmes avaient droit de parole et pouvaient prendre des responsabilités. C'est à la JEC qu'elle a développé son esprit d'analyse et sa critique sociale.

Mais l'étudiante contestataire faisait plutôt mauvais ménage avec les valeurs conservatrices de l'époque. Résultat: l'expulsion de l'école normale où elle étudiait pour obtenir son brevet d'enseignement. À l'occasion d'une sortie du principal de l'école Eulalie-Durocher contre les communistes, la jeune élève n'avait pu s'empêcher de réagir avec éclat. Et puis, l'initiative de la jeune contestataire d'encourager ses coéquipières à couper leurs jupes deux pouces au-dessus du genou, lors d'une rencontre de ballon-panier, n'a rien fait pour améliorer sa cause. Ce qui lui est resté de ces événements: une forte personnalité et une mention «inapte à enseigner» sur son bulletin de troisième année.

CULTIVER LE DOUTE

Expérimentée et réfléchie, Lorraine Guay pourrait facilement imposer ses idées aux autres. Mais elle cultive plutôt le doute. «Il y a toujours quelque chose dans le point de vue des autres qui est questionnant. La complexité du monde est fascinante. Elle nous renvoie

Si Lorraine Guay avait vécu dans les années 30, elle aurait sûrement participé aux épopées révolutionnaires du médecin canadien Normand Bethune en Espagne et en Chine. C'est que pour cette femme engagée, conscience politique et science vont de pair pour pouvoir agir sur le monde. «Il y a une phrase de Mao Tsé Toung qui m'a marquée et que j'aime beaucoup: "Être rouge et expert", disait-il.» Lorraine Guay deviendra donc infirmière, bien qu'elle eut préféré être médecin, et s'impliquera socialement et politiquement dans le quartier populaire de Pointe-Saint-Charles. Son expérience la mènera à son poste actuel de coordonnatrice du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale.

à l'intelligence, nous invite à réfléchir. Ce n'est pas vrai que tout est toujours noir ou blanc, il peut y avoir plusieurs façons de voir les choses, d'où plusieurs solutions possibles. C'est pourquoi je ne prends pas position avant d'avoir écouté ce que les autres ont à dire.»

Mais cette grande capacité d'écoute et de respect envers les autres engendre aussi une ambivalence dans le processus de décision. «J'avoue être parfois mal à l'aise avec ma fonction de coordonnatrice lorsque je dois gérer les relations de travail. Il m'arrive de manquer de

courage par exemple lorsque vient le temps de prendre une décision concernant le mauvais rendement d'un ou d'une employé-e. J'ai de la difficulté à mettre fin aux discussions et à trancher. Et puis, ajoute-t-elle timidement, on préfère toujours plus se faire aimer...»

Vivre dans le quartier populaire Pointe-Saint-Charles est très significatif pour Lorraine Guay. Bien que ce quartier soit qualifié de difficile et d'économiquement défavorisé, il demeure immensément riche au niveau des ressources communautaires. Mais il arrive souvent

«Une société qui n'est pas accueillante par rapport à la souffrance est une société dangereuse: elle risque continuellement d'exclure.»

à Lorraine Guay de se questionner sur les conséquences de ce choix sur la vie de ses enfants. «Lorsque je pense à mon fils aîné qui a fréquenté la polyvalente du coin où il y a un haut taux de décrochage, je me pose souvent la question de savoir si j'ai bien fait de le maintenir dans ce milieu, si je n'ai pas contribué à lui enlever des chances.»

Ses fils ont désormais l'âge de faire leurs propres choix. Et c'est souvent là que le respect des valeurs et des opinions de ses enfants prend tout son sens, surtout lorsque leurs choix contreviennent directement aux valeurs de leur mère. «Mon fils de 14 ans a décidé qu'il voulait fréquenter le collège privé et être pensionnaire. Ça a été excessivement difficile d'accepter ce choix, car je suis tout à fait contre l'enseignement privé. Mais j'ai respecté sa décision jusqu'à ce qu'il décide lui-même de retourner au secteur public.»

LE MOUVEMENT SOCIAL

Pendant près de 15 ans, Lorraine Guay s'impliquera pour que le quartier Pointe-Saint-Charles se réapproprie le pouvoir d'agir face aux situations de mal-développement économique et social. Ce

combat, elle l'a mené individuellement par le biais de la clinique communautaire, où elle travaillait comme infirmière, mais aussi collectivement dans les luttes sociales, que ce soit par la mise sur pied d'une pharmacie populaire pour permettre l'accès à des médicaments moins chers aux gens du quartier, par la bataille, afin que la clinique garde son autonomie et ne devienne pas un CLSC, ou par les luttes avec la caisse populaire, afin que la ristourne soit communautaire et aille dans les projets du quartier.

Mais toutes ses luttes ne se sont pas faites sans embûches. En particulier lors de la création d'une pharmacie communautaire qui visait à faire cesser l'exploitation des gens par l'industrie pharmaceutique et les grandes corporations professionnelles. «Une façon mise de l'avant pour diminuer le prix des médicaments consistait à éviter la vente de produits originaux et encourager l'achat de médicaments génériques qui peuvent coûter jusqu'à dix fois moins cher.»

«Une des grandes difficultés rencontrées consistait à convaincre les citoyens-nés de réduire leur consommation de mé-

dicaments. Quand les gens sont convaincus que le sirop Lambert c'est le "bout' du bout'" pour le rhume, c'est pas évident de les amener à développer un regard critique par rapport à cela. D'autant plus qu'en 1972-1973, on s'attaquait à des produits très populaires, comme les Rolaid et le lait de magnésie Phillips. On se frappait donc à une culture inculquée par la publicité et par les médecins eux-mêmes.»

Après 25 ans, la pharmacie communautaire de Pointe Saint-Charles est toujours debout. Elle a eu un impact important dans le quartier, entre autres, en permettant de sensibiliser directement la population sur les revendications des groupes populaires.

SUR LA BANQUETTE ARRIÈRE

Conscients-es du rapport de force qu'elles ont acquis depuis plus de 30 ans, les militants-es des groupes populaires décident, au milieu des années 80, de s'impliquer activement dans la prise du pouvoir, pour faire passer leurs revendications. Une trentaine d'entre eux-elles se réunissent alors, afin d'examiner le programme du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal. Ils-elles décident de présenter la candidature de Marcel Sévigny. «Marcel devait faire valoir les revendications et les valeurs du quartier. Le RCM n'était envisagé que comme un véhicule», explique Lorraine Guay.

Mais Marcel Sévigny est assis sur la banquette arrière du véhicule... Après un an et demi, il veut démissionner. Lorraine Guay et les militants-es du RCM local s'y opposent: deux assemblées générales spéciales sont convoquées et un sondage est



réalisé, qui amènent Marcel Sévigny à revenir sur sa décision. «Nous ne voyions absolument pas pourquoi nous nous retrouverions dans l'opposition où nous avons été durant 15 ans. Quand on a la possibilité d'utiliser les lieux du pouvoir pour transformer les choses, il faut le faire», soutient Lorraine Guay.

Mais, un an après sa réélection en 1990, Marcel Sévigny démissionne du Parti et devient conseiller indépendant. Lorraine Guay croit toujours fermement qu'il aurait fallu travailler dans les instances démocratiques du Parti. «On s'est frappés très vite au poids du pouvoir de l'exécutif et des hauts fonctionnaires. Au lieu de travailler à transformer cela, certains se sont dit qu'il n'y avait rien à faire, et qu'il valait mieux quitter. Je pense que c'était une erreur, et nous portons tous la responsabilité de ce que le RCM est devenu en notre absence.»

LA SOUFFRANCE DES AUTRES

Impliquée dans une multitude de luttes, Lorraine Guay vit à 200 milles à l'heure. Mais malgré un horaire débordant, elle demeure toujours disponible pour ceux et celles qui auraient besoin d'elle, très sensible à la douleur et à la souffrance.

Parce que la souffrance fait partie de la vie, Lorraine Guay estime que la société doit être en mesure d'accueillir cette souffrance et d'y répondre d'une multitude de façons. «Il y a parfois une telle insistance sur la performance, la beauté

du corps, l'idéal, que la société a tendance à vouloir évacuer ce qui est moins beau, tout ce qui est de l'ordre de la souffrance. Par exemple, il y a eu beaucoup de réactions de la population qui ne voulait pas avoir sur sa rue une mai-

son d'hébergement pour personnes psychiatisées par crainte de voir la valeur des maisons environnantes diminuer...»

Ce syndrome *pas dans ma cour* l'inquiète particulièrement. «Une société qui n'est pas accueillante par rapport à la souffrance est une société dangereuse: elle risque continuellement d'exclure. La limite de la folie à ce niveau-là a été atteinte par Hitler et le nazisme, lors de la deuxième guerre mondiale, où ce sont les "malades mentaux" qui ont été les premiers à être éliminés physiquement.»

VARIER LES RESSOURCES

Lorraine Guay se sent particulièrement interpellée par la cause de la maladie mentale. La souffrance a un sens, estime-t-elle, et ce sens doit être décodé à la fois par la personne qui vit cette souffrance et par la société. «Mais tout le bio-médical veut enlever le sens que prend cette expérience-là, en présentant la

L'INFIRMIÈRE DE LA «POINTE»

- 1943** Née à Verdun
- 1964-1967** S'implique dans la Jeunesse étudiante catholique (JEC)
- 1968-1971** Étudiante, en Europe, en sciences politiques
- 1972-1974** Organisatrice communautaire à Pointe-Saint-Charles
- 1974-1977** Études en techniques infirmières
- 1977-1987** Infirmière à la clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles
- 1981** Infirmière au Nicaragua
- 1983** Infirmière au Salvador, dans les zones de conflits contrôlés par la guérilla du FMLN
- 1986-1992** Membre du Conseil exécutif du RCM de Pointe St-Charles
- 1987-1989** En contrat de recherche pour le Dép. de santé communautaire Sacré-Cœur («Étude de besoins en santé mentale»)
- 1990-1994** Coordinatrice du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec



médication comme étant la solution. Il y a un abus scandaleux des neuroleptiques en psychiatrie. De plus en plus d'études démontrent comment la médication que l'on croyait être un moyen d'insertion sociale commence à être un obstacle. Les neuroleptiques sont de véritables camisolles chimiques qui empêchent ceux qui les prennent d'avoir des sensations et qui provoquent des effets secondaires invalidants: salivation, tremblements, mouvements involontaires de la langue ou de certains membres. Ce sont souvent ces manifestations physiques de la maladie qui rebutent les gens ordinaires.»

Une fois l'abus de médicaments dénoncé, Lorraine Guay croit que c'est la personne qui doit être maîtresse de l'utilisation de ses médicaments. «On doit retourner à la personne la capacité de décider si les médicaments la soulagent ou pas, car c'est elle seule qui peut le dire et non le psychiatre qui, bien souvent, les prescrira pour toute la vie.»

Le milieu communautaire en santé mentale croit plutôt qu'il faille varier à l'infini les possibilités de ressource. «Bien sûr, il doit y avoir des centres de crise pour pouvoir soulager et protéger la personne en état de crise, ainsi que son entourage, mais il doit y avoir également des ressources d'entraide et d'hébergement. Il est nécessaire qu'il y ait des lieux qui permettent aux gens de récupérer un certain nombre d'habiletés, des lieux où sont utilisés l'art, la poésie et l'écriture comme stratégies d'insertion sociale.»

UNE MÉDECINE FOLLE À LIER

«Ici, nous faisons en sorte que l'individu s'identifie comme un malade mental à vie et rien d'autre. Une identité reliée à un diagnostic, il existe présentement toute une réflexion critique qui remet en question la façon occidentale de voir les problèmes de santé mentale.»

La folie prend des sens différents selon les cultures. Une immense étude sur les symptômes de ce que nous



appelons ici la schizophrénie, a été menée par l'Organisation mondiale de la santé. Conclusion: c'est en Inde et en Afrique que les gens s'en sortent le mieux. «Leur culture face à la maladie mentale est complètement différente de celle des pays occidentaux. L'entourage de la personne atteinte ne la considère pas comme une malade mentale à vie, mais s'attend plutôt à ce qu'elle reprenne sa place dans la société. Leur solidarité fait en sorte que la personne se sent soutenue et non rejetée.» Une solidarité qui ressemble beaucoup à celle pratiquée par les groupes communautaires.

«Si l'État se transforme et veut se déléster de certaines de ses responsabilités dans le domaine de la santé, l'alternative n'est pas seulement la privatisation. Il y a des formes de prise en charge communautaire alternative que déjà des groupes communautaires ont mises en place, et qui peuvent être très intéressantes, moins coûteuses, plus convivia-

les et qui conviennent mieux aux besoins des gens», argumente-t-elle.

Mais Lorraine Guay croit que ce n'est pas tout de revendiquer plus de ressources pour les groupes communautaires en santé mentale. «Le mouvement communautaire doit se prononcer sur tous les sujets à caractère politique qui ont une incidence sur les gens, que ce soit la santé, l'environnement, l'éducation ou l'emploi, sans exclure les questions politiques. Les groupes communautaires ne doivent plus être enfermés dans un secteur. Ils ont le droit et le devoir de faire valoir leur vision.»

LE CENTRE 7400 : au centre de l'île de Montréal

- à côté du métro, station De Castelnau
- près du boulevard Métropolitain
- reçoit des organismes à but non lucratif
- une douzaine de locaux disponibles
- possibilité de 10 à 300 personnes
- session de 1 jour et plus
- services de cafétéria et 22 chambres

7400, boul. Saint-Laurent

Montréal (Québec)

H2R 2Y1

Tél. : 270-7400

Fax : 270-7451

25 ANS
D'EXPÉRIENCE

**ÇA
COMPTÉ**

ACTIF	9,614,53	18,999,65
PASSIF	9,614,52	18,999,65
SOLDE	0,01	0,00

ACTIF	18,828,14	12,793,85
PASSIF	18,828,14	12,798,85
SOLDE	0,00	0,00

Gosselin + Associés
COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 420,
MONTREAL (QUEBEC) H2E 1A7
TELEPHONE : (514) 376-4090



Le centre-ville de Tunis: la partie européenne.

TUNIS: VILLE D'HISTOIRE ET DE CONTRASTES

ABDELHAMID GMATI

Carthage, sur le mont Byrsa, avec à gauche des vestiges de l'ère carthaginoise, et en haut à droite la cathédrale datant du 12^e siècle.



Tunis, capitale de la Tunisie, position stratégique au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du monde arabe. Métropole de près de 2 millions d'habitants-es, elle est capitale politique, administrative, économique et culturelle, mais aussi ville industrielle et universitaire.

Moderne, cette ville n'est pas à l'abri des problèmes des grandes métropoles, comme l'exode rural et l'étalement urbain. Mais à côté de son modernisme frappant, Tunis est une ville d'Histoire et de contrastes.


Carthage: la «Villa de la Volière» datant de l'ère romaine.



Intérieur d'habitation arabo-musulmane: les chambres donnent toutes sur un patio intérieur.

On y retrouve à peu près toute l'histoire de la Méditerranée depuis trois millénaires, des différentes civilisations et des nombreux peuples qui s'y sont installés.

À l'origine, il y eut les Berbères, dont on retrouve quelques villages sur hauteurs. Puis, il y eut la mythique Carthage qui fit la loi sur les rivages de la Méditerranée huit siècles durant. Et Rome... les Bizantins... les Vandales... Puis la conquête arabe et l'islamisation de la contrée... Les Espagnols, les Turcs, les Français, dont le protectorat dura 81 ans, jusqu'à l'indépendance de 1956.

Aujourd'hui, Tunis reste fidèle à sa tradition d'ouverture et accueille (volontairement cette fois-ci) une autre sorte «d'envahisseurs»: les touristes, dont le nombre avoisine les 4 millions, essentiellement européens. 



Sidi-Bou Said: le «petit village en bleu et blanc», avec son architecture andalouse (symbiose de l'art arabo-musulman et de l'art espagnol), en banlieue de Tunis, proche de Carthage, lieu de résidence préféré des artistes et créateurs-rices.

Les souks de Tunis, très courus par les Tunisiens-nes, souvent envahis par les touristes. Ce sont aussi des lieux de rencontres et de discussions, où le marchandage acquiert ses lettres de noblesse.



VOS ENFANTS SE MÉLÈNT-ILS TROP DE VOS AFFAIRES?

DOSSIER CANCER
Des raisons
d'espérer

La gymnastique
aqualique
Amusante et
tonifiante

ARGENT
Que vaudront vos
revenus de retraite
dans 10 ans?

Vacances au Québec
10 attraits à voir
d'urgence

Plus de travail
à temps partiel



CUPIDON
FRAPPE À
TOUT ÂGE

C'est l'Année
internationale
de la famille

Allons à la cabane!

LA PRESSE ÂGÉE AU QUÉBEC: PAR OU POUR LES PERSONNES ÂGÉES

ISABELLE RIVEST

L'ÉMERGENCE DE PUBLICATIONS DESTINÉES À UN PUBLIC ÂGÉ EST UN PHÉNOMÈNE NOUVEAU AU QUÉBEC. SUR LEURS PAGES COUVERTURES, L'IMAGE DU VIEILLARD ATTENDANT LA MORT AU FOND D'UN HOSPICE EST REMPLACÉE PAR CELLE D'AMOUREUX ENCORE JEUNES MALGRÉ LEURS CHEVEUX ARGENTÉS; OU D'UNE DAME DANS LA SOIXANTAINÉ OCCUPÉE À DES TRAVAUX D'HORTICULTURE. MAIS L'ARRIVÉE MASSIVE DE NOUVELLES PARUTIONS REFLÈTE-T-ELLE L'ÉVEIL D'UNE CONSCIENCE NOUVELLE CHEZ NOS AÎNÉS-ES — LE FAMEUX «POUVOIR GRIS» — OU PLUTÔT L'OPPORTUNISME D'INTÉRÊTS PRIVÉS AYANT FLAIRÉ UN MARCHÉ EN EXPANSION?

De nombreux journaux (*Nouveau départ*, la *Voix des aînés*, *Âge d'or-Vie nouvelle*, le *Troisième âge*, les *Nouvelles St-Laurent*) et revues (la *Force de l'âge*, le *Temps de vivre*), apparus au cours des années 80 et provenant de tous les horizons, ont connu le même sort: la récession et la forte compétition auprès des commanditaires en a fait disparaître plusieurs, souvent au cours de la décennie qui les a vus naître.

l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (AQDR), qui a cessé de paraître en 1991 par manque de financement, se distinguait par son militantisme. La plus grande partie de ses pages étaient consacrées aux dossiers politiques ayant un impact sur la vie des aînés-es, comme les budgets des gouvernements, les politiques de logement ou le mouvement féministe. La *Force de l'âge* était de toutes les luttes et encourageait la mobilisation de ses membres. Sa disparition a laissé un espace vacant.

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE

La recette de base de ces publications était souvent la même. Les activités physiques, l'information médicale, les finances personnelles, les loisirs et, bien sûr, les voyages, avaient droit à un espace prépondérant. La plupart abondaient aussi d'informations sur les congrès, colloques et assemblées des associations d'aînés-es.

Seul le magazine la *Force de l'âge*, de

LES SURVIVANTS

Parmi les survivants, les plus importants par leur tirage sont le magazine *FADOQ*, de la Fédération de l'âge d'or du Québec, qui regroupe 1 000 clubs à travers la province, et la revue *Le Bel Âge*, l'une des rares publications à exister sans lien avec une association.

Le magazine *FADOQ* n'a en rien l'aspect d'un bulletin de liaison: papier

glacé, photos couleurs, 76 pages. Fondé en 1992, il est venu remplacer le journal *Âge d'or-Vie nouvelle*, et a pour objectif de se rapprocher de sa base. «La Fédération compte 170 000 membres, explique Mme Lyne Rémillard, rédactrice en chef. Certains participent beaucoup aux activités, mais d'autres sont plus isolés. Notre publication est un moyen de les informer des décisions prises par leur organisation. On veut aussi attirer les non-membres, en diffusant un contenu qui n'est pas nécessairement lié aux activités de la Fédération.»

Mme Rémillard, une femme tout sourire aux yeux pétillants, est fière de cette publication, écrite en partie par des professionnels-les de l'information, mais qui favorise aussi les collaborations des personnes âgées. «On veut développer le sentiment d'appartenance des membres, explique Mme Rémillard. Il faut que les gens s'approprient leur publication. Mais souvent, quand on prend sa retraite, on n'a plus envie de continuer la bataille.»

«LE POSITIF ET LE CONSTRUCTIF»

De son propre aveu, le magazine veut présenter des informations «positives et constructives». On y trouve beaucoup de reportages d'intérêt général, comme l'amour après 50 ans ou des conseils sur la pré-retraite. Il offre aussi des informations destinées à un public économiquement plus à l'aise, comme les meilleurs placements financiers et des voyages aux îles Baléares, en Andalousie ou à Barcelone.

Le magazine délaisse-t-il les moins fortunés-es au profit des autres? «La réalité sociale et économique des gens âgés est en train de changer, affirme Mme Rémillard. Bien sûr, certains vivent dans

la précarité, mais il existe une catégorie de gens à l'aise. Nous avons le souci de nous adresser à tout le monde. Lorsque nous présentons des voyages, par exemple, il s'agit toujours de formules très abordables.»

Les dossiers politiques qui sont traités reflètent les prises de position de la FADOQ. Ainsi, la Fédération s'était alliée à l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (AQDR) pour protester contre la vente itinéraire des préarrangements funéraires, et elles en ont obtenu l'interdiction!

Madame Rémillard se voit-elle comme une personne engagée? «Oui et non, dit-elle après une longue hésitation. Je crois que quand on a une passion, il faut être militant. Si je ne comprenais pas la mission de la Fédération ou si je ne voulais pas faire avancer les choses, je choiserais les textes d'une façon très différente.»

UNE ENTREPRISE COMMERCIALE

L'approche du magazine *Le Bel Âge*, une entreprise commerciale qui ne jouit pas de l'appui d'une association, et qui doit s'en remettre uniquement aux exigences du marché pour opérer, est bien différente. L'actualité artistique et les portraits de vedettes québécoises sont mis de l'avant. La revue insiste sur les valeurs sociales dominantes, comme le succès personnel; elle propose des voyages de rêve, présente les dernières collections de mode et offre des conseils sur les meilleurs choix de placements financiers.

Pourtant, son editrice, Mme Francine Tremblay, jeune femme dynamique d'une quarantaine d'années, est sensible aux conditions de vie des gens âgés.

«Plusieurs doivent se débrouiller avec un revenu qui se situe sous le seuil de la pauvreté. C'est pourquoi on met beaucoup d'importance à la pré-retraite, le moment où on doit penser à mettre un peu d'argent de côté.»

Mme Tremblay en est venue à la publication pour gens âgés après en avoir eu assez de la superficialité des revues courantes. En effet, même *Le Bel Âge*, le magazine le plus commercial du genre, est un cran au-dessus des revues féminines «santé-beauté-maigreur» qui inondent le marché. Mais *Le Bel Âge* aborde-t-il les questions politiques? «Non.» Selon Mme Tremblay, «il y a d'autres publications qui le font déjà...»

Le Bel Âge ne fait pas appel aux collaborations des personnes du troisième âge. «Les gens âgés ne sont pas disponibles», se contente-t-elle de répondre. «Mais pour durer dans ce domaine, les journalistes doivent aimer les aînés, qui peuvent nous appeler à tout bout de champ. Les personnes âgées ont beaucoup de temps libre», poursuit-elle du même souffle, sans relever l'apparente contradiction. **LT**



«Le Bel Âge» n'est qu'un des nouveaux magazines, à travers le monde, destiné aux personnes âgées...



Les 64 patients-es des soins prolongés et les 44 du centre d'accueil sont tous d'origine chinoise. À une moyenne d'âge de 84,5 ans, ils-elles sont nés-es sous l'ère impériale. Originaires de régions différentes, ils-elles parlent sept dialectes et ne se comprennent pas nécessairement entre eux. Les lettrés-es peuvent communiquer dans la langue écrite unifiée.

DIÈTE CHINOISE OU LA CORPULENCE DU BOUDDHA

Qu'ils-elles soient chrétiens-nes ou bouddhistes ou athées, le fond de tradition confucianiste et, surtout, le Culte aux ancêtres l'emportent sur les comportements et imposent les règles collectives à suivre. La structure familiale repose sur des devoirs précis à accomplir par chacun des membres, dont le respect des aînés-es. Aussi, quand un-e patient-e ou un-e résident-e prend congé pendant quelque temps chez des parents, ces derniers concoctent des médicaments traditionnels et servent un régime engraisant à leur aïeul-e. Opulence et corpulence sont indissociables dans la tradition. «Ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes d'ajustement, dit le directeur. Un patient sur une diète spéciale ou une médication précise voit son traitement modifié par des éléments extérieurs à la thérapie déployée. Notre personnel médical doit composer avec ces facteurs. Mais le mandat de l'hôpital est justement de respecter les traditions de nos personnes âgées.»

Il n'est pas question pour l'établissement de perturber les habitudes alimentaires de ses résidents-es. En conséquence, elle offre donc une cuisine d'origine, avec cuisiniers-ères et diététiciens-nes compétents-es. Par ailleurs, pour stimuler l'intégration de son personnel non-chinois à la vie de l'institution, des cours de langue sont donnés pour faciliter les rapprochements.

Aussi, fidèlement à la tradition, le monde invisible occupe un bon espace. Encastrée dans un meuble à la salle communautaire du quatrième étage, la déesse Guan Yin, une figure importante du panthéon chinois, trône sur l'autel illuminé des Ancêtres. Lequel est amé-

SOINS DE SANTÉ ET TRADITION: UN PEU PLUS À L'EST... L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL

ANDRÉ PICHÉ

PHOTOS: YVES PROVENCHER, AGENCE CHRONO-PRESSE

UNE FOIS PASSÉE LA STATUE D'UN CONFUCIUS BIEN EN CHAIR QUI GARDE L'ENTRÉE DE L'ÉDIFICE ORNÉ DE PICTOGRAMMES, L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL APPARAÎT COMME UN HÔPITAL À SOINS PROLONGÉS COMME LES AUTRES. IL FAIT PARTIE DU RÉSEAU PUBLIC ET ON Y ADMINISTRE LES MÊMES TRAITEMENTS, LA MÊME MÉDECINE QUE PARTOUT AILLEURS. C'EST LE DIRECTEUR GÉNÉRAL, PIERRE BOUCHER, QUI L'AFFIRME. CEPENDANT, LA PARTICULARITÉ DE SA CLIENTÈLE ET DE SON PERSONNEL INFLUENCE BEAUCOUP SA GESTION INTERNE. ET EN S'AVANÇANT UN PEU PLUS, C'EST UNE INCURSION DANS LE MONDE INTÉRIEUR CHINOIS QUE NOUS EXPÉRIMENTONS.



Sur le site du futur emplacement de l'hôpital, dans le Quartier chinois, on a planté un arbre...



Il faut s'assurer que le nouvel édifice ne perturbera pas la descente du dragon depuis le Mont-Royal vers le Saint-Laurent pour sa baignade quotidienne...

nagé conformément au rite, avec bâtonnets d'encens et offrandes pour les disparus-es. Veiller à ce que les parents disparus ne manquent de rien dans l'au-delà est un autre devoir familial prescrit par Confucius.

Quelques pas plus loin, une porte accordéon ferme complètement l'estrade qui accueille l'autel et la croix du rite romain. C'est l'aumônier qui le veut ainsi. «Le Père Tou n'aime pas ça, dit Murielle Rodrigue, directrice des soins infirmiers. Quand il célèbre la messe, la porte du meuble est refermée sur la statue chinoise.»

LA HAUTE MARCHÉ

La piété filiale confucéenne donne primauté au respect de l'autorité. Ce n'est donc pas étonnant que la direction ait peine à répondre à une exigence de la Loi 122 quant à la formation d'un comité de bénéficiaires. Les candidats ne poussent pas à la porte. Inconcevable, tout de même, que de revendiquer auprès des autorités, en prétendant parler au nom des autres!

Cet aspect culturel est plus difficile à vivre au niveau de la gestion du personnel. En poste depuis deux ans, Murielle Rodrigue est issue du réseau des CLSC. Actuellement, 40% de son personnel est d'origine chinoise.

«Je suis habituée à autre chose, à des relations plus égalitaires entre employés. Ceci n'est pas évident dans un contexte

L'hôpital chinois présente un statut particulier et unique au Québec. Sa clientèle est composée de citoyens-nes d'origine chinoise et sino-vietnamienne. Sa mission est d'offrir des services dans un environnement adapté aux valeurs, coutumes et traditions socio-culturelles de ses bénéficiaires. C'est l'hôpital d'une communauté. Il serait de plus le seul en Amérique du Nord doté d'une cuisine pouvant offrir des mets chinois variés et régionaux. Le personnel de ses cuisines est composé de cuisiniers-ères et de diététiciens-nes chinois-es.

La fondation de l'hôpital chinois remonte à 1918. Les religieuses de l'Institut missionnaire canadien travaillaient auprès de la communauté chinoise d'ici depuis 1913. Avec l'épidémie d'influenza (dite «grippe espagnole») qui sévit à cette époque, les soeurs ouvrent temporairement un hôpital sur la rue Clark. Il fermera en 1919 avec la fin de l'épidémie.

Quelques années plus tard, la communauté chinoise se mobilise pour financer l'établissement de son propre hôpital. Le 20 mars 1920, on acquiert une synagogue au 112 rue de la Gauchetière. L'institution sera dirigée par les Soeurs de l'Immaculée-Conception pendant plusieurs décennies.

Au début de 1962, la Ville de Montréal condamne le bâtiment devenu trop vétuste. L'année suivante, une charte est accordée à une corporation pour relocaliser et mettre en fonction un hôpital chinois non-confessionnel et sans but lucratif. Suite à une levée de fonds de 1 million \$, l'hôpital chinois est réouvert au 7500 Saint-Denis. Il est doté de 65 lits. La même année, un département d'obstétrique moderne est mis en opération. Ce service sera maintenu jusqu'en 1969. En 1970, l'institution ouvre une unité de 17 lits pour personnes âgées en perte d'autonomie. Une clinique externe offrant plusieurs services est également inaugurée. Pour mieux répondre au vieillissement de la population, la construction du centre d'accueil Sung Pai sera complétée au début de 1982.

Aujourd'hui, le centre hospitalier compte 64 lits de longue durée, 44 pour son centre d'accueil et la clinique externe est toujours au nombre de ses services.

En 1986, des démarches sont entreprises auprès du Gouvernement pour relocaliser et agrandir l'hôpital. L'institution retournera dans le quartier chinois, sur la rue Viger. Les travaux pour la construction du nouvel édifice devraient débiter à la fin de cette année.

Contrairement aux établissements similaires du réseau de santé québécois, ce centre ne se limite pas à une zone géographique spécifique pour accueillir ses bénéficiaires. Il peut héberger les citoyens-nes d'origine chinoise et sino-vietnamienne de toutes les régions du Québec. Il est désigné supra régional.



«Le Père Tou n'aime pas ça. Quand il célèbre la messe, la porte du meuble est refermée sur la statue chinoise.»

d'affirmation de pouvoir selon l'attribution des responsabilités. La hiérarchie est plus marquée. Cette ambiance de travail demande des ajustements, comme prendre des détours pour arriver au point voulu», dit Mme Rodrigue.

LE VENT ET L'EAU

Certaines pratiques séculaires sont incontournables. Le Feng shui est de celles-là. Prenant ses racines dans la géomancie, l'expression signifie littéralement «le vent et l'eau» en cantonnais. Ses applications pratiques sont plutôt surprenantes pour l'occidental. Avec ses longs calculs géométriques, élaborés à partir des trigrammes taoïstes, c'est un genre de police d'assurance pour la bonne fortune.

Par exemple, en construction et aménagement intérieur, une série de règles sont à observer pour maximiser la bonne circulation et l'évacuation des déplacements d'air de mauvais augures. Un courant d'air qui se bute à un mur peut laisser une mauvaise influence dans une pièce.

LA DESCENTE DU DRAGON

Un mauvais Feng shui peut entraîner la désertion d'un édifice. Dans les années 80 à Singapour, personne ne voulait habiter un (nouvel immeuble) tant que l'alignement des portes ne fut pas modifié. Vu qu'elles étaient disposées face à face dans les corridors, un voisin pouvait recevoir le mauvais Feng shui de l'autre. Au cours de la même décennie, le nouvel hôtel Regent, de Hong Kong, a payé des centaines de milliers de dollars pour installer des miroirs destinés à calmer les susceptibilités. Les exemples de ce type sont légion. D'ailleurs, le promeneur averti se baladant dans les rues de Hong Kong peut apercevoir des miroirs de forme hexagonale accrochés aux fenêtres, aux portes, dans les boutiques et les temples. Ces miroirs ont pour fonction de retourner le mauvais Feng shui là d'où il vient.

Par un dimanche de l'automne 1993, la direction s'amena sur le site du futur emplacement de l'hôpital, dans le Quartier chinois, pour y planter un arbre à un endroit et un moment précis. «Les plans et le site de l'édifice ont été étudiés à Hong Kong par des experts en Feng Shui. C'est la prescription qui nous est revenue. Avec la montagne au nord, l'endroit est, paraît-il, très bien choisi pour la bonne circulation des forces positives», dit le président.



Selon ces croyances, largement acceptées, l'emplacement et l'orientation cardinale des édifices sont soumis aux caprices de forces mythiques. La montagne est l'habitat du dragon, tandis que la plaine délimite le domaine du tigre. Un emplacement idéal est celui qui a la montagne au nord et la plaine au sud, entrecoupé par un cours d'eau.

Par exemple, le nouvel hôpital à construire est situé au sud-est de la montagne, voisin nord de la station Champ-de-Mars. Le terrain est à toute proximité d'un plan d'eau, soit le Vieux-Port de Montréal. Dans le langage de cet art divinatoire, cette bonne configuration signifie que le nouvel édifice ne perturbera pas la descente du dragon depuis le Mont-Royal vers le Saint-Laurent pour sa baignade quotidienne.

Au fait, croit-on fermement à ces superstitions? Certains-nes en riront mais ne dénieront pas les pratiques. D'autres avoueront qu'il se passe des choses. Et puis, il y a ceux-celles qui n'y croient pas mais qui prennent tout de même certaines précautions, au cas où... 16

En ce 1^{er} mai 1994, nous nous joignons aux centaines de milliers de Québécoises et de Québécois sans travail pour leur exprimer notre solidarité.



SYNDICAT DES EMPLOYÉ-E-S DE TECHNIQUES PROFESSIONNELLES ET DE BUREAU D'HYDRO-QUÉBEC, SECTION LOCALE 2000 SCFP-FTQ

TROIS RECHERCHES SUR LA SITUATION DES FEMMES AU QUÉBEC: MATERNITÉ, INVISIBILITÉ, PAUVRETÉ

MONIQUE TREMBLAY

C. COLIN, F. OUELLET, G. BOYER, C. MARTIN, *Extrême pauvreté, maternité et santé*, Éd. Saint-Martin, 1992, 259 p.

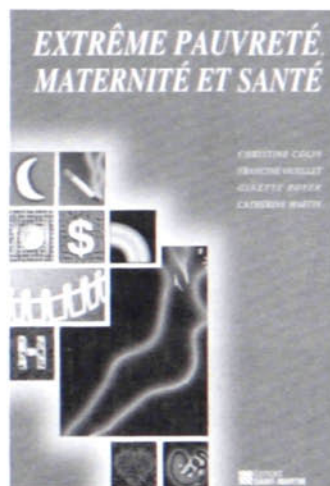
Menée par quatre chercheuses, une médecin et trois sociologues, cette recherche explore les relations que les femmes enceintes en situation d'extrême pauvreté établissent avec le système public de santé. Elles ont choisi une méthode de recherche qualitative qui a facilité la prise de parole des femmes participantes. Les chercheurs ont fait confiance à leurs informatrices, elles les ont crues, elles ont rapporté leurs propos en les validant avec les résultats de d'autres recherches quantitatives effectuées en Europe et en Amérique du Nord.

Le grand mérite de cette recherche est de refléter une attitude de sympathie et de non-jugement envers le matériel recueilli. C'est une invitation à questionner ses propres préjugés face aux mères vivant une situation de pauvreté souvent chronique dans la continuité d'une enfance très souffrante. Leur énergie de survie et l'espoir que leur procure leur maternité ressortent clairement.

N. GUBERMAN, J. LEBLANC, F. DAVID, J. BELLEAU, publié par l'IR des centres de femmes du Québec, *Un mal invisible - l'isolement social des femmes*, Éd. du Remue-Ménage, 1993, 200 p.

À l'origine du livre, on trouve une observation faite maintes fois par les intervenantes des centres de femmes dans tous les coins du Québec, sur l'ampleur de l'isolement social des femmes. Le livre étudie les différentes facettes de cet isolement: isolement des mères qui restent à la maison pour prendre soin de leurs enfants; isolement des femmes qui, chez elles, prennent soin d'un parent handicapé ou âgé; isolement des veuves et des femmes âgées séparées ou divorcées; isolement des lesbiennes face à leur famille d'origine, à leur milieu de travail, dans la société en général. L'invisibilité et le silence dans lesquels ces isolements sont vécus sont fortement dénoncés.

Pour documenter les observations faites dans les centres, l'IR a interviewé une trentaine de femmes qui ont vécu cet isolement. Il en ressort une description claire et complète du phénomène et de ses conséquences sur la santé physique et psychologique des femmes. On révèle comment les centres de femmes aident les femmes à sortir de leur isolement, ainsi que les autres stratégies que les femmes utilisent. Un livre où la détresse et la lucidité se conjuguent avec l'espoir.



N. GUBERMAN, J. BROUÉ, J. LINDSAY, L. SPECTOR, avec le concours de L. BLANCHET, F. DORION et F. FRÉCHETTE, *Le défi de l'égalité - la santé mentale des hommes et des femmes*, Gaëtan Morin Éd. et le Comité de la santé mentale du Québec, 1992, 186 p.

Cette recherche s'inscrit dans le travail des divers sous-comités du Comité de la santé mentale du Québec, qui énonce des recommandations destinées aux organismes publics et aux établissements de santé et d'éducation. Il s'agit ici d'une revue des diverses recherches réalisées au Québec et en Amérique du Nord à partir d'un angle peu étudié à ce jour: comment les relations entre les hommes et les femmes influencent la santé mentale de chacun-e selon son sexe.

Ce livre fait le tour de la question. On y trouve une mise à jour des statistiques décrivant différents signes de détresse psychologique et émotionnelle chez les hommes et chez les femmes en relation avec leur statut matrimonial, leur présence sur le marché du travail, leur revenu, etc. Les statistiques sur l'état matrimonial, les taux de divorce et de séparation sont particulièrement révélatrices, ainsi que les impacts fort différents de ces situations sur les hommes et sur les femmes. LG

COOPÉRER, C'EST PERMIS.

Coopérer, c'est être intelligent à plusieurs. C'est choisir «l'union pour la vie» plutôt que «la lutte pour la vie». C'est préférer le «tous pour un» au «chacun pour soi» ■ Coopérer, c'est se donner un outil de changement, un moyen de se prendre en main et d'améliorer sa situation ■ Coopérer, c'est ce qui nous a permis de créer un instrument de développement économique incomparable.



Desjardins

L'incroyable force de la coopération.

ÉTÉ 1994

Identité chrétienne et Croissance personnelle

A. 602

Vivre avec le Nouvel Âge
Du 4 au 8 juillet
Jocelyn GIRARD

A. 720

L'appartenance communautaire,
condition d'une identité chrétienne
Du 25 au 29 juillet
Jean-Louis LAROCHELLE

D.603

Psychologie et spiritualité :
un lien possible
Du 18 au 22 juillet
Anne-Marie RICARD

B.125

Réalisation de soi et
radicalisme évangélique
Du 11 au 15 juillet
Louis ROY

R.104 SCOLARITÉ 130S

Différences de personnalité :
sources de conflit ou de vitalité?
Introduction à l'Indicateur Myers-Briggs
Du 27 au 30 juin et du 4 au 7 juillet
Claude RICHARD

1 crédit / session

Inscription : 10\$

Scolarité : 60\$



INSTITUT DE PASTORALE

2715 • Chemin de la Côte Sainte-Catherine • Montréal (Québec) • H3T 1B6

Renseignements : (514) 739-3223



CHRONIQUE INSOLENTTE

SUR LE BANC DES ACCUSÉS-ES

NICOLE BRAIS

L'hiver a été dur pour bien du monde et pas seulement parce qu'il a fait «frette». J'en connais qui ont eu des sueurs (froides, il est vrai) même à 30 sous zéro. Je pourrais vous parler du personnel du ministère du Revenu, des députés en chambre, du comité Québec 2002, des Nordiques de Québec, de la police, et j'en passe. Les raisons pour nous échauffer et chauffer quelques oreilles ne manquent pas. Les juges, par exemple. On peut toujours comprendre que dans le tas, il y a un ou deux individus (et je suis obligée de rajouter, à mon grand désarroi, individuelles) pour commettre des bavures une fois de temps en temps. Mais dans leur cas, il en est des bavures comme du suicide: on assiste à un effet d'entraînement qui fait qu'une bavure n'attend pas l'autre.

Il y a le juge, dont le nom m'échappe, pris la main dans le sac en train de voler dans une pharmacie. On a le juge

Dionne pris en flagrant délit de remarque sexiste dans sa maintenant célèbre phrase et je cite: «Les femmes, c'est comme les règles, c'est fait pour être violées». Et puis le juge La Crochettière qui, tel Ponce Pilate, se lave les mains des lendemains de ses jugements: que madame se fasse tuer demain par son mari qu'il vient de remettre en liberté aujourd'hui, ne l'empêchera pas de dormir ce soir. Quel est son secret?

Le vol, a l'a mis sur le compte de la confusion. Que voulez-vous, les juges sont rarement des primes jeunesses, leurs fonctions exigeant une grande dose de sagesse. Les cas Dionne et La Crochettière, sur le dos de la misogynie et de la sous-représentation des femmes dans les cours de justice. L'appareil judiciaire, bien que friand des grandes toges, ne court pas les jupons. Et, il y a eu LA juge Verreault. Et son jugement sans une once de bons sens¹. On ne peut tout de même pas lui reprocher de

porter des culottes, sinon que dans sa tête peut-être... À moins qu'elle ne vive la tête sous ses jupons. Avant d'être le point de mire des médias, a-t-elle déjà ouvert un poste de radio ou de télévision? Jeannette Bertrand, ça lui dit quelque chose?

La question n'est donc plus de savoir de quel sexe sont les juges, mais de savoir s'ils ont une tête sur les épaules et un pied dans la réalité.

1 Sodomiser une petite fille et donc préserver sa virginité est moins condamnable que de la violer par les voies «normales».



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

PLUS PLUS PLUS D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

PAIEMENT INCLUS : _____

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998



PHOTO: BERNARD JEAY

LE TRAVAIL DE RUE

L'ARRIVÉE DU PRÊT-À-PORTER

LES LIEUX PUBLICS, ON PEUT LES DÉFINIR PAR LA NÉGATIVE. CE NE SONT PAS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES CADENASSÉES. CE NE SONT PAS LES COMMERCES OÙ IL FAUT MONTRER PATTE BLANCHE ET PORTEFEUILLE PLEIN ET CONSOMMER DANS L'ORDRE. C'EST L'ESPACE QUI RESTE. LES TRAVAILLEURS-SES DE RUE TRAVAILLENT DANS LES PARCS, LES ÉDICULES DE MÉTRO, LES BOISÉS, LES BÂTIMENTS SQUATTÉS. À L'OCCASION, LEURS «SUJETS D'INTÉRÊT» TRAÎNENT DANS UN BAR OU UNE ARCADE. PAR EXTENSION, DES INTERVENTIONS SE FERONT DANS DES APPARTEMENTS PRIVÉS OU DANS DES MAISONS FAMILIALES.

LA RUE CRÉE UN FORT SENTIMENT D'APPARTENANCE. COMME LE RAPPELLE UN DE NOS COLLABORATEURS, LA RUE EST UN SYMBOLE DE LIBERTÉ, ET LA PERSONNE QUI FAIT DU TRAVAIL DE RUE A TOUJOURS ÉTÉ PLUS UN-E AMI-E QU'UN-E ADULTE EN FONCTION OFFICIELLE. LE MONDE DE LA RUE CROIT PLUS À L'AMITIÉ QU'AUX OFFICES SOCIAUX.

LE TRAVAIL DE RUE ORGANISÉ EST NOUVEAU, MÉCONNU, PEU RECONNU. LES PRATIQUES SONT ÉCLATÉES, LES RÉFÉRENCES AUSSI, LES ÉVALUATIONS ÉGALEMENT. MAIS ÇA RISQUE DE CHANGER. ADIEU ALORS LIBERTÉ ET MARGE DE MANŒUVRE. DE LA CATALOGNE AU QUÉBEC, EN PASSANT PAR LE BRÉSIL, LORSQUE L'ÉTAT ET L'UNIVERSITÉ S'OCCUPENT DU TRAVAIL DE RUE, ILS Y APPORTENT DE L'ARGENT ET DU SAVOIR, MAIS AUSSI DE LA BUREAUCRATISATION, UNE APPROCHE TECHNICALISÉE, ET PIRE, UNE NORMALISATION. CE SERA BIENTÔT L'ÈRE DU PRÊT-À-PORTER.

PENDANT QU'UNE BONNE PARTIE DE LA POPULATION NE TRAVERSE LES LIEUX PUBLICS QU'EN AUTOMOBILE AUX PORTIÈRES VERROUILLÉES, COMME LE HÉROS DU *BÛCHER DES VANITÉS* DE TOM WOLFE QUI TRAVERSE HARLEM EN BMW CLIMATISÉE, D'AUTRES SONT À PIED ET ARPEMENT JOUR APRÈS JOUR UN UNIVERS CODÉ, UNE PRISON EN PLEIN AIR, LA RUE.

HOMMAGE À UNE PROFESSION QUI N'AVAIT PAS DE NOM.

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR DANIEL S.-LEGAULT



Montréal peut se vanter d'un triste exploit: c'est une ville de 20 000 itinérants-es, dont au moins 5 000 jeunes de 12 à 22 ans qui errent dans la rue, exposés à la faim, au froid, au désespoir et au danger qui les menace de tomber dans les pièges de la prostitution, de la drogue et de la criminalité. Leur nombre augmente d'année en année. Fugueurs-ses, décrocheurs-ses ou *drop out*, ces jeunes sont souvent en rupture avec les institutions. Le-la jeune de la rue est souvent perçu à travers le prisme de la délinquance. Mais de nombreux facteurs d'exclusion sociale l'ont amené dans la rue: échec scolaire, chômage endémique, absence d'affection et de cadre familial, mal de vivre.

Les statistiques du colloque *Les jeunes de la rue*, de mai 1991, nous révèlent qu'un enfant sur cinq de moins de 16 ans vit dans la pauvreté, et que 41% des assistés-es sociaux-les ont moins de 30 ans. Quant à l'abandon scolaire, on considère qu'environ 40% des jeunes ne finissent pas leur polyvalente. Pour ces exclus-es du système éducatif, le chômage les guette cinq fois plus que les autres, et le milieu scolaire se met de concert avec les autres institutions sociales pour achever leur exclusion et les pousser à la marginalité.

PRATIQUES ET INTERVENTIONS

À date, l'approche est dénuée de toute rigidité bureaucratique. Jacques Moïse, animateur au centre d'accueil le *Repère*¹, considère qu'un travailleur de rue doit intervenir là où se trouvent les jeunes, dans leur milieu de vie. Il y a une éthique de la rue qu'il faut respecter et qui exige de l'observation, l'apprentissage

PHOTO: BERNARD JEAY



d'un code, la connaissance des besoins et des problèmes.

Pour Karine Joly, travailleuse de rue du Passage², un centre d'hébergement sécuritaire pour jeunes filles, il faut insister sur le respect et le non-jugement. Offrir un condom est un geste gratuit, une façon d'amorcer un lien. Même si ça peut prendre 3 à 6 mois pour créer

un lien de confiance, il faut préconiser les contacts humains, faire connaître les ressources humaines et physiques

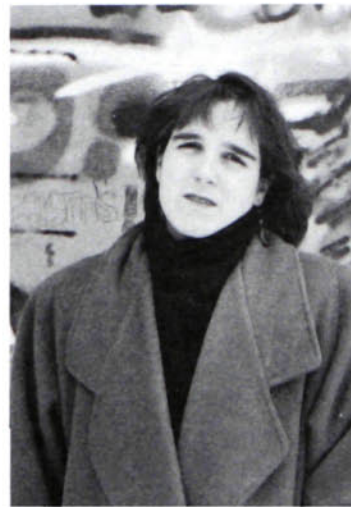
1 Le Repère, du Projet d'aide aux mineurs-es prostitués-es (PiAMP), 525-9344.

2 Passage, maison d'hébergement pour jeunes femmes de 14 à 22 ans, C.P.1414, Complexe Desjardins, Montréal, H5B 1H3, 875-8119.

**Jacques Moïse,
du Repère**



**Karine Joly,
de la maison Passage**



«Pops», le bon Dieu dans la rue



PHOTOS: BERNARD JEAY

existantes et laisser le libre choix de décision à la jeune fugueuse ou itinérante. La travailleuse de rue (TR) ne s'impose pas. Elle signifie qu'elle est disponible comme personne-ressource pour répondre aux besoins immédiats: dormir, manger, accompagner à l'hôpital, appeler un parent ou un ami, ou tout simplement bavarder cinq minutes.

Le *Bon dieu dans la rue* (appelé aussi *Dans la rue*) est un organisme dirigé par le père Johns (appelé aussi *Pops*). Sa roulotte sert de bureau ambulancier et offre café, nourriture, réconfort et références. Elle a connu près de 30 000 visites de jeunes en 1993. La même organisation s'occupe du *Bunker*, une maison de chambre qui offre nourriture et logement aux jeunes de moins de 20 ans qui sont dans le besoin. C'est habituellement la *Roulotte* qui réfère un jeune au *Bunker*. L'aide vient ici de dons privés. À part la Ville de Montréal (20 000\$), aucune aide ne provient des pouvoirs publics. Québec considère que le service existe, que le travail est fait

RUE VS MILIEU

Même si elle ne fait pas consensus, même chez ces travailleurs-ses, on pourrait proposer une différence entre le **travail de rue** et le **travail de milieu**.

Le **travail de rue** se fait avec des jeunes en transit: les arcades, les maisons de cracks, les réseaux de prostitution, tel est leur univers. S'il a fugué, le jeune ne risque pas de vouloir retourner dans sa famille. En travail de rue, on intervient à 90% avec le jeune, à peu près pas auprès du parent, qui est souvent disparu. Il est très difficile de travailler avec la famille. Ces jeunes sont en rupture avec l'autorité. Les arguments d'autorité ne sont d'aucun secours. Le jeune de la rue s'injecte habituellement des drogues dures.

Le **travail de milieu** s'exerce, par définition, dans un milieu stable: la famille, les corridors d'école, la maison de jeunes. Les fugues y sont ponctuelles. En travail de milieu, on intervient à 50% avec le jeune et 50% avec les parents ou les adultes responsables. Le jeune rencontré en travail de milieu fume du hashish ou prend du LSD. [A.Bélanger]

par les CLSC, qui sont en première ligne, malgré la réalité de plus de 14 000 jeunes qui vivent dans la rue.

Le travail de rue, c'est aussi une confrontation aux accroc bureaucratiques: un jeune qui est dans la rue doit déboursier 12\$ et attendre près de deux

mois pour avoir son certificat de naissance, pièce nécessaire à l'obtention de l'aide sociale. Car pas d'adresse légale pas d'identité. Alors que quand on débourse 35\$, on obtient son certificat de naissance en quelques heures. Il faut donc faire du *counselling* et du com-
pagnonnage. [L]

LE MILIEU MULTICULTUREL LES PUSH-OUT DE COULEURS

Il n'y a pas vraiment de phénomène «ethnique» de la fugue ou de l'itinérance. Jacques Moïse, dans son intervention auprès de jeunes Haïtiens-nes, estime que confronté-e au problème d'identité, d'acculturation et de manque de référence, l'adolescent-e haïtien-ne idéalise le milieu adulte. «Alors il part à la recherche de cet idéal dans la rue où il n'y a pas de contrainte, pas de limites. Les adolescents-es aiment la rue et y recherchent ce qu'ils-elles n'ont pas eu: l'affection, le père, le pouvoir. Le sexe n'est alors qu'une monnaie d'échange; se prostituer, c'est acquérir un certain pouvoir. La société n'offre pas de cadre initiatique ou de lieu d'appartenance: le jeune va les chercher ailleurs. La fugue devient donc une quête de ce cadre initiatique et non une fuite.»

Le décrochage? Juan Peres ne parle pas de *drop-out*, il préfère parler de *push out* puisque c'est le milieu scolaire qui les rejette. La notion de *gang* est pour lui aussi exagérée, et fait l'affaire de la police pour augmenter son budget.

Juan Peres est travailleur de rue au CLSC Côte-des-Neiges. Son intervention auprès des jeunes immigrés-es et québécois-es de souche touche également les secteurs de Notre-Dame-de-Grâce, Outremont et Ville Mont-Royal. Ils sont surtout confrontés aux problèmes d'acculturation qui se traduisent par des conflits avec les parents et avec le milieu scolaire. Ils ressentent une lourde responsabilité pour leur âge, du fait qu'ils doivent jouer constamment le rôle d'interprète et servir de pont entre leurs parents et la société d'accueil. Assis entre deux chaises, ils sont trop vite intégrés aux yeux des parents, pas assez à l'école ghettoisée où on trouve jusqu'à 90% d'enfants immigrants. Rejoindre l'itinérance au centre-ville est en quelque sorte une délivrance pour ces jeunes résidents de quartiers supposés riches et policés. [H. L.] [L]



PHOTO: BERNARD JEAY



Arpenter le quartier suivant un itinéraire établi, visiter les mêmes endroits plusieurs fois dans la soirée, reprendre encore et encore le même parcours, voilà la seule routine que connaît le-la travailleur-se de rue chez les toxicomanes. Au-delà de la trajectoire programmée, tout est à baliser et à inventer. Les travailleurs-ses de rue rencontrés s'entendent pour dire que leur travail est un investissement à long terme.

LA SERINGUE ET LE CONDOM

Denis Bujold, un travailleur expérimenté de l'organisme SPECTRE¹ du quartier Centre-Sud à Montréal, me fait part de ses réflexions au cours d'un samedi soir où je le suis pas à pas dans ses allées et venues.

«Pourquoi faire ce travail? Si on ne vient pas à nous, il faut aller aux gens», assure Denis avec conviction. Le SPECTRE accueille ceux et celles qui veulent simplement passer un peu de temps dans un endroit sécurisant ou qui cherchent une ressource pour régler un problème particulier. Pour ceux-celles qui n'osent pas s'y rendre, ce sont les quelques travailleurs-ses de rue qui vont à leur rencontre. Et Denis reprend la route.

«Notre médium, c'est la seringue et le condom», affirme-t-il. La même approche vaut également pour l'organisme CACTUS². Leurs buts se recoupent. Pour Mario Bilodeau, infirmier chez CACTUS, la seringue et le condom restent les moyens privilégiés pour développer une relation d'aide. Mario Bilodeau se définit lui-même comme un infirmier de rue.

L'essentiel du message véhiculé par ces deux travailleurs de rue, via leurs organismes, est: «vivez comme consommateurs de drogues si vous le voulez, mais

Denis arpente les lieux,
engage quelques
conversations et vérifie,
au plancher, les dépôts de
fortune de seringues
usagées pour évaluer
l'allure que prendra la nuit.



PHOTO: YVES PROVENCHER,
CHRONO-PRESSE

ANDRÉ PICHÉ

SERINGUES ET CONDOMS «SI ON NE VIENT PAS À NOUS, IL FAUT ALLER AUX GENS»

ne transmettez pas le sida». Ici s'arrête la fonction de dispensateur de condoms. Leur approche repose d'abord sur l'écoute et le respect.

UNE TOURNÉE DE DISTRIBUTION

Comme son collègue de CACTUS, Denis Bujold évolue avec aisance dans ce milieu. Le respect est son fil conducteur. Il en parle entre une arcade et un établissement douteux que nous visiterons à quelques reprises. «Pour accomplir efficacement notre tâche, nous ne cherchons surtout pas à convaincre à tout prix. C'est une grande satisfaction si nous aidons à faire les premiers pas vers une prise de conscience et, qui sait, vers une réhabilitation. Cependant, nous ne jouons surtout pas un rôle de moralisateur.»

Quand nous entrons dans un endroit, Denis repère un individu ou un autre s'avance vers lui pour engager la conversation. Après un bref échange, Denis remet un objet utilitaire à son interlocuteur. En quittant, le travailleur de rue assure qu'il reviendra plus tard en soirée. Les réactions autour de lui indiquent qu'il n'avait nul besoin de le préciser cette fois-ci, ses randonnées sont connues dans le quartier.

Malgré qu'il travaille en solitaire, Denis Bujold affirme avoir besoin d'assistance. «Il est de première importance d'avoir ses informateurs privilégiés pour tout savoir sur ce qui se passe dans le quartier, pour connaître les nouveaux endroits», précise-t-il. Effectivement, nous rencontrons un de ses collaborateurs informels au *Dunkin'* du coin. Ce dernier le mettra sur une piste quant à un endroit *hot*, comme on dit dans le milieu. Un endroit populaire et fréquenté, ici pour ses services en cocaïne et en prostitution. Certains de ces endroits sont en perte de vitesse, d'autres gagnent en popularité. Denis doit se tenir à jour.

Et Denis repart de plus belle. Cette fois, nous entrons dans un établissement où la prostitution homosexuelle n'est pas subtile. La personne la moins perspicace s'en rendrait compte. Denis arpente les lieux, engage quelques conversations et vérifie, au plancher, les dépôts de fortune de seringues usagées pour évaluer l'allure que prendra la nuit. Il prodigue

1 SPECTRE, 528-9803.

2 CACTUS, Condoms, seringues, etc., 1209 Saint-Dominique à Montréal, (514) 954-8869. La roulotte L'ANONYME (de CACTUS), 591-6700. CACTUS relève du CLSC Centre-Ville.

D
O
S
S
I
E
R

4
1
9
9
4
M
A
I
-
J
U
I
N
2
0
0
8



L'équipe de la roulotte L'ANONYME



Denis Bujold du SPECTRE

«C'est un travail expérimental où il n'y a pas de règle, chacun travaille à sa façon.»

aussi des encouragements à un habitué de la place qui est sur son *down* de cocaïne.

AVANT DE S'EN ALLER

Entre la fermeture du SPECTRE et l'ouverture du Bunker, il y a un flottement; les jeunes sont seuls. Sur le trajet qui mène au Terminus Voyageur où des jeunes rôdent et des proxénètes surveillent les intrus sur leur territoire, Denis parle avec passion de son travail. «Malgré les contraintes et les espoirs non remplis, il y a toujours quelque chose à faire.»

«Et il y a des individus avec lesquels on se lie. Ce qui peut être très décevant quand l'implication émotive est mal mesurée. C'est pourquoi nous avons besoin d'un jugement à point pour nous protéger.» Même son de cloche chez Mario Bilodeau. «Notre travail est exigeant, on peut se vider. C'est pourquoi il faut développer des mécanismes de ventilation, pour nous protéger. Ceci n'altère pas notre implication; développer une relation aidante est le but de notre travail!»

Le personnel de CACTUS a débordé du local de la rue Saint-Dominique et oeuvre dans quelques quartiers, dont La Petite Patrie où nous retrouvons Mario. Pour ce dernier, et l'équipe de l'organisme, l'insertion dans un milieu est motivée par l'approche «santé». Le but de l'infirmier de rue en rentrant dans un quartier est d'avoir créé un petit

quelque chose avant de le quitter. «En visitant les arcades, les bars, j'essaie d'augmenter les compétences face aux problèmes de santé résultant d'un certain mode de vie. C'est un travail de longue haleine axé sur la sensibilisation.»

«Nous nous demandons comment intervenir pour laisser un héritage après notre départ», dit-il. Dans les faits, l'infirmier déplore qu'on doive repartir à zéro chaque fois qu'un intervenant quitte le quartier, avec ses contacts éminemment personnels.

«Mais c'est un travail expérimental où il n'y a pas de règle, chacun travaille à sa façon, lance-t-il. L'important, c'est de continuer à établir un code de fonctionnement. Un point essentiel pour nous, avant de s'impliquer dans un nouveau quartier, est d'obtenir l'appui du milieu, c'est-à-dire celui des organismes communautaires et parapublics». Avant d'entrer dans un quartier, il contacte CLSC, maison de jeunes, travailleurs-ses de milieu, etc.

Certaines précautions doivent également être observées pour amorcer un travail dans un nouveau quartier. «Il ne faut surtout pas amener l'opinion publique, pour éviter d'augmenter encore plus les peurs face au sida et à la drogue. Il faut prendre son temps, il n'y a aucune urgence.»

PHOTO XAVIER LLUIS, CHRONO-PRESSE



PAS DANS MA COUR LE TRAVAIL DE RUE EN RÉGION

DANIEL S.-LEGAULT

Le travail de rue ne se fait pas que dans les grandes villes. Victoriaville, St-Pascal-de-Kamouraska, St-Hyacinthe, St-Romuald, Drummondville: les petites municipalités québécoises ont aussi des besoins. Si quelques-unes l'ont accepté, la plupart le reconnaissent difficilement: reconnaître le monde de la rue, pour les politiciens-nes et les bien-pensants-es, c'est reconnaître voire encourager les problèmes, le désordre, et une faillite du système.

Dans un milieu rural où tout le monde se connaît, ce n'est certes pas facile de respecter la «liberté» de la rue. La police est appelée rapidement, souvent sans raison. Quand le jeune fait un mauvais coup, sa famille peut s'en distancer d'autant plus que l'odieux rejait sur elle! C'est toute une famille qui peut être ostracisée.

Rejetés, plusieurs jeunes de la rue en région émigrent vers la grande ville plus anonyme. Dans son rapport annuel de 1992, le PlaMP identifiait que 22% de sa clientèle à Montréal provenait des régions.

Bibliographie

- *Les jeunes de la rue en région, Drummondville, Octobre 1993, 107 pages. Résultats d'un sondage publié par le Refuge La Piaule du Centre du Québec (Drummondville), C.P.801, Drummondville (Québec) J2B 6X1, (819) 474-2484.*

LA CRISE D'UNE JEUNE PROFESSION L'ÉDUCATEUR-RICE DE RUE EN CATALOGNE

ANNA JOLONCH
ADAPTATION: DANIEL S.-LEGAULT

LES VILLES DE BARCELONE ET MONTRÉAL SONT SOUVENT COMPARÉES: GROSSEUR SEMBLABLE, ACTIVITÉS INDUSTRIELLES SEMBLABLES, MÊME CONCEPTION DE L'INTERVENTION SOCIALE CHEZ LES AUTORITÉS MUNICIPALES; CES VILLES SONT PRESQUE JUMELÉES! EN CATALOGNE, LA RECONNAISSANCE DE LA FIGURE DE L'ÉDUCATEUR-RICE DE RUE PAR LA LOI DES SERVICES SOCIAUX DANS LES ÉQUIPES DE BASE A AMENÉ ENTRE AUTRES UNE BUREAUCRATISATION ET UNE TECHNICALISATION DES PROFESSIONNELS-LES. EN MÊME TEMPS, LA SITUATION DE CES ÉDUCATEURS-RICES EST D'UNE FRAGILITÉ EXTRÊME.

L'éducateur-rice de rue est une figure professionnelle très jeune en Catalogne. Parmi les éducateurs-rices de rue des premières équipes de 1975, on trouve des militants-es sortis-es du monde associatif, expérimentés-es avec les jeunes des quartiers populaires. Leur identité professionnelle et leurs compétences se construisent dans la dynamique quotidienne. Leur savoir émerge de la pratique, ils sont des empiristes, qui construisent des réponses à partir des situations et des difficultés rencontrées.

EN SITUATION NOUVELLE

Le processus de reconnaissance et de régulation de la profession progresse, lentement, depuis. Aujourd'hui, face à la profonde transformation de notre société, on parle de la crise des deux grandes colonnes du travail social: l'éducation et l'assistance.

LA SÉDUCTION DES RUES UN PROJET DE TRAVAIL DE RUE AU BRÉSIL



PHOTO: REGENE BRITO WESTPHAL

JAERSON LUCAS BEZERRA
TRADUCTION: DENIS PLANTE

de l'identité et du projet de vie, le développement de toutes les capacités et la protection des droits essentiels: l'affection, l'alimentation, la santé, l'éducation, le loisir et conséquemment l'intégration sociale. On veut reconstruire l'estime de soi et découvrir ses capacités et ses difficultés.

Le travail d'intervention directe dans les rues est un phénomène relativement

à RIO, NOS RUES SONT LE PORTRAIT PARFAIT DU MODÈLE ÉCONOMIQUE ADOPTÉ PAR LE PAYS DANS LES DERNIÈRES DÉCENNIES. ELLES DEVIENNENT PROGRESSIVEMENT ESPACE POUR LE COMMERCE AMBULANT, RÉSIDENCE, OU SIMPLEMENT LIEU OÙ LES PERSONNES CHERCHENT DES MOYENS DE SURVIE. LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ S'EMPARÉ DE TOUTES LES PERSONNES QUI S'Y PROMÈNENT; LES VOLS ET LA VIOLENCE SONT TRÈS FRÉQUENTS.

En octobre 1991, le projet *Si cette rue était mienne*¹ a été créé par quatre organismes². Visant enfants et adolescents-es qui vivent dans les rues de la ville,

les activités se font sur les places publiques, les plages ou les espaces rendus disponibles par certaines institutions publiques. Le projet vise la reconstruction

1 Ce texte a été élaboré à partir de quelques documents produits par le groupe du projet et d'une entrevue réalisée avec l'éducatrice Regene Brito Westphal, membre de l'équipe du projet.

2 La Fédération des organismes pour l'assistance sociale et éducationnelle (FASE), l'Institut brésilien d'analyse sociale et économique (IBASE), l'Institut d'action culturelle (IDAC) et l'Institut d'études de la religion (ISER).

De nos jours, il n'y a plus les mêmes référents, les mêmes valeurs et idéaux qui ont guidé la pratique des premiers-ères éducateurs-rices de rue des années 70 (années de progrès et de croissance économique). La crise du militantisme et de la vie associative est ressentie dans le monde des éducateurs-rices de rue. Le temps est à la redéfinition et le modèle d'intervention est en crise. Leurs compétences, leur savoir-faire ne permettent pas de maîtriser la nouvelle situation des quartiers et des plus jeunes. Ils doivent reconstruire leur identité professionnelle et leur champ de compétences.

Les conclusions des États généraux de 1992 corroborent les préoccupations et les analyses faites à Barcelone: les transformations de la réalité sociale empêchent les éducateurs-rices de rue de continuer à poser les problèmes dans les anciens termes. La finalité de leur intervention, l'insertion sociale et professionnelle des plus jeunes, n'est pas assurée.

UN MANDAT...

Avec la crise économique et sociale se développe une logique gestionnaire. Le discours engagé est remplacé par l'importance de la technique. L'absence de points de repère pour l'action accentue ce besoin de critères, d'une apparente neutralité. Il y a une bureaucratisation des professionnels-les du social, et une absence de projet politique.

nouveau au Brésil. Il fonctionne très différemment des pratiques traditionnelles et de leurs objectifs de répression, de maintien de l'ordre et d'emprisonnement.

QUELLES SONT LES MOTIVATIONS D'UN-E TRAVAILLEUR-SE DE RUE?

En premier lieu, c'est un engagement politique dans un contexte qui exige une intervention. Toute personne qui fait ce travail s'engage à changer la réalité; ici il est question de changer la réalité des enfants et adolescents-es. Ce travail est une forme de militance, avec des pratiques et des habiletés spécifiques, pour combattre une situation de vie inhumaine.

L'intervention d'un-e éducateur-riche peut se faire de différentes formes, mais ici la relation entre l'éducateur-riche et l'enfant ne peut être qu'une simple transmission de connaissance. L'intervention se fait avec un esprit critique en questionnant des valeurs et en construisant une relation pédagogique qui contrebalance celles qui s'établissent dans les rues.

Plusieurs personnes dans le groupe travaillaient déjà avec des enfants, enseignant dans des écoles privées ou publiques ou dans des communautés

défavorisées, à partir de projets éducatifs, culturels ou de loisirs. Ces personnes ont adopté le travail de rue à cause de la gravité de la situation.

QUI SONT LES TRAVAILLEURS-SES DU PROJET?

Leur formation est diversifiée: professeurs-es, acteurs-rices, menuisiers-ères, danseurs-ses et autres; le trait commun à ces professionnels-les, c'est l'engagement pour la promotion de l'enfant. Le fait d'avoir des formations différentes enrichit beaucoup le travail, car dans les discussions régulières, les interventions reflètent des expériences de mondes différents. *Si cette rue était mienne* compte également sur la présence d'une assistante sociale et d'un psychologue.

QUELLE EST LA NOUVEAUTÉ DE CE PROJET?

La nouveauté c'est un travail qui va bien au-delà de la philanthropie et de «l'assistencialisme». Bien sûr, le travail exige une assistance immédiate quand des demandes exigent une intervention rapide, comme dans le cas de maladies, d'accidents et autres situations à risque. Mais le travail est beaucoup plus pédagogique, car il cherche à développer le potentiel des enfants par des activités différentes de celles qu'ils réalisent dans les rues. Le travail qui se fait amène les

enfants à faire des activités d'enfants et à connaître leurs droits.

COMMENT SE FAIT LE TRAVAIL DANS LA RUE?

La première étape consiste à convaincre les enfants par une prise de contact direct avec eux. C'est une étape très difficile parce que la rue fascine en transmettant une image de liberté. Mais dans le cas des enfants pauvres, cette liberté passe par la mendicité, l'argent, le vol, la prostitution et peut mener à la mort. Les premiers contacts sont faits avec des petits groupes d'enfants qui vont en contacter d'autres, jusqu'à former un groupe de 30 ou 40. Chaque équipe de *Si cette rue était mienne* est composée de trois éducateurs-rices travaillant trois heures par jour.

Cette étape est très importante, car on y développe les relations affectives et de confiance entre éducateurs-rices et enfants. Les activités se dérouleront selon les limites du local et les souhaits et désirs du groupe: ballon-vollant, soccer, arts plastiques, acrobaties, lecture d'histoires... C'est dans ce premier travail de rue qu'éducateurs-rices et enfants vivent les mêmes situations, contrariétés, limites, et créent des alternatives. C'est durant cette étape que les enfants s'adonnent à des activités d'enfant.



PHOTO XAVIER LLUIS, CHRONOPRESSE

En Espagne, les travailleurs-ses de rue ont souvent affaire aux gitans-es. Ici, des gitans, musiciens ambulants, toujours suivis de leur chèvre...

Les professionnels-les de la base sont désorientés depuis qu'on a substitué «le projet» par «la gestion» et «la politique» par «la technique». Partout on se demande quelle est la mission

La complexité des situations qu'ils rencontrent explique la perte de repères pour l'action.

et les fonctions des éducateurs-rices de rue, leur identité professionnelle, leur rôle dans les équipes interdisciplinaires, les critères de leur intervention.

Selon la loi des Services sociaux, l'action professionnelle doit concilier le mandat administratif de protection, la réception de la demande, la promotion de l'associationnisme et la participation des citoyens-nes. Avec un mandat aussi large qu'ambigu, le-la professionnel-le agit à partir des caractéristiques circonstancielles (l'équipe, le territoire, les res-



PHOTO XAVIER LLUIS - O-RONO-PRESSE

sources, les demandes, etc.) et de l'expérience personnelle (la formation, la position subjective et morale et l'allure de chaque éducateur-riche de rue). La situation changeante les oblige à légitimer et à justifier continuellement leur présence dans un quartier.

RÉSULTATS MESURABLES ET JUSTIFICATIFS

Selon les professionnels-les, les effets des pratiques ne sont pas mesurables. Les décideurs demandent néanmoins des résultats mesurables et de l'efficacité pour



L'enfant de la rue, en dépit d'être catalogué comme personne violente, est fragile, et ne possède pas l'expérience de vie pour faire tous les choix: il doit se soumettre aux lois de la rue. Les rues ont des «propriétaires», des chefs de quartier et les enfants doivent se soumettre aux relations d'exploitation.

la préfecture et de la police. Les activités du projet interfèrent aussi dans les relations d'exploitation que certains policiers maintiennent avec certains enfants. Il y a bien sûr des exceptions, il existe des cas où les policiers ont aidé dans l'organisation d'activités pour les enfants.

L'idéal c'est que l'enfant sorte de la rue en ayant acquis, au contact des éducateurs-rices, une identité et une estime de soi. Mais sortir de la rue doit être une option de l'enfant lui-même. Plusieurs d'entre eux ne peuvent pas compter sur la protection de la famille, de la maison ou de l'État. Plusieurs ont une famille, mais à l'intérieur de ces familles pauvres, les enfants sont obligés de s'occuper de leurs frères, de laver, de cuisiner, quelquefois ils sont victimes de violence à l'intérieur de leur propre maison. Ce n'est pas le fait d'avoir une famille qui garantit une situation stable. D'un autre côté, la vie dans la rue donne accès à des biens matériels que les familles pauvres ne peuvent offrir.

Les enfants qui se droguent peuvent parfois être agressifs physiquement avec les éducateurs-rices.

Il y a aussi beaucoup d'agressions de la part des personnes qui ne croient pas à la méthode de *Si cette rue était mienne*, et qui pensent que l'unique destinée des enfants de la rue est la prison. Plusieurs approuvent les assassinats collectifs commis contre les enfants: la mort prématurée d'enfants qui se transformeraient en dangereux malfaiteurs serait une solution pour réduire la criminalité. Les menaces se font verbalement ou anonymement, par vandalisme sur nos automobiles, ou par téléphone. Ces intimidations font peur aux éducateurs-rices, mais en dépit de ça, ceux-ci continuent leurs activités.

QUELS SONT LES RISQUES DU MÉTIER?

Cette sorte de travail implique diverses formes de relations avec la police. Quelquefois les personnes qui habitent à proximité des locaux d'activités du projet se sentent incommodées ou menacées et demandent une intervention de

QUE DÉCOUVRE-T-ON AU CONTACT DES ENFANTS?

Les enfants qui vivent dans les rues sont très différents les uns des autres, et même si tous sont dans la rue, leurs motifs et leurs objectifs varient beau-



PHOTOS REGENE BRITO WESTPHAL

PETITE HISTOIRE DU TRAVAIL DE RUE EN CATALOGNE

En 1975, la première équipe commence à travailler dans un quartier de la ville de Barcelone (c'était une première dans tout l'État espagnol). D'autres suivront un peu plus tard.

En 1981 est créée l'école *Flor de maig* formant des éducateurs spécialisés, en 1983 l'Association professionnelle d'éducateurs spécialisés. En 1985, la nouvelle loi des Services sociaux incorpore la figure professionnelle d'éducateur de rue dans les équipes de quartier, à côté de l'assistant social et de la travailleuse familiale. En 1992, l'université offre un diplôme en éducation sociale et le titre d'éducateur social (englobant les anciens-nes animateurs-rices et éducateurs-rices spécialisés).

Cette année-là, en avril 1992, se sont tenus à Toulouse en France les États généraux des éducateurs-rices de rue, venus de toute l'Europe, pour le plus grand rassemblement à date. [A. J.]

justifier la présence des éducateurs-rices de rue.

Les politiciens-nes demandent des résultats comptabilisables (la réduction des budgets des Services sociaux fait disparaître des postes d'éducateur-riche de rue). Le rapport avec d'autres professionnels-les qui ont un statut consolidé (juge, instituteur-riche, médecin, assistant-e social-e, psychologue, etc.) devient conflictuel ou de subordination. L'avenir de cette jeune profession est rempli d'incertitudes et de contradictions. En même temps on trouve à l'Université un discours de reconnaissance et de professionnalisation, et sur le terrain une crise du savoir-faire professionnel et une dévalorisation de leur travail par les pouvoirs publics. [A.]

ANNA JOLONCH ANGLADA est pédagogue, professeure à la Faculté de pédagogie de Blanquerna de l'Université Ramon Llull de Barcelone.

La ville de Rio de Janeiro compte à peu près 220 000 domiciles, dans les secteurs des bidonvilles, qui abritent une population d'environ 1 million de personnes. La ville a été le théâtre de l'assassinat de 424 enfants et adolescents-es en 1992, et en 1993, les assassinats collectifs et les conflits urbains ont fait la manchette dans tous les médias.

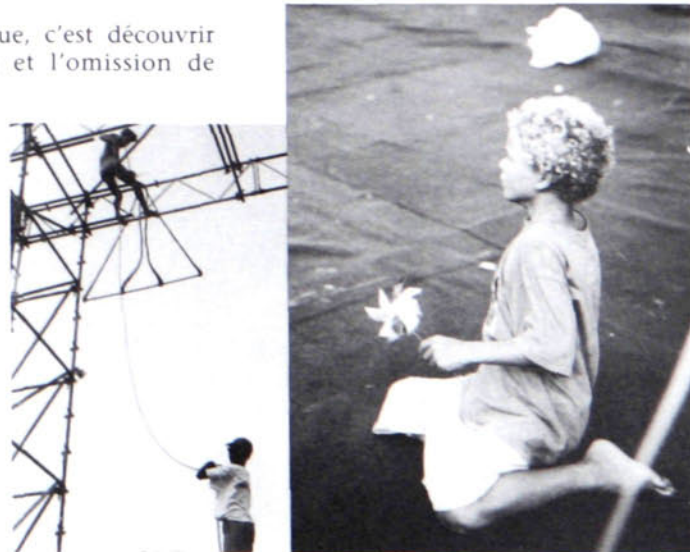
coup de l'un à l'autre. Quelques-uns ne gardent aucun lien avec la famille, d'autres vont dans les rues à la recherche de moyens pour aider leurs familles à survivre, d'autres enfin sont des enfants de familles qui vivent elles aussi dans les rues. Des familles qui ramassent le papier par exemple ont une maison, mais n'ont pas d'argent pour payer le transport et revenir à la maison toutes les nuits. Du lundi au vendredi, elles travaillent et dorment dans les rues et ne reviennent à la maison que les samedis et dimanches. Quelques enfants descendent dans la rue gagner un peu d'argent pour aider leur famille, et découvrent qu'ils peuvent vivre sans la famille! Dans ce cas, la rue devient une alternative pour échapper aux milieux très pauvres et aux situations de conflit familial.

Les enfants qui vivent dans les rues ne sont pas autant malheureux qu'on le pense. Ce sont des enfants très spéciaux, qui connaissent les limites imposées par la société et développent une intelligence et une lucidité très grandes, car ils ont à faire face aux lois de la rue. Mais nous voyons qu'ils continuent à être des enfants: ils s'impressionnent facilement à la simple lecture d'une histoire, à la pratique de sports et autres expériences qui leur font revivre l'enfance qui leur a été niée. Quelquefois, il se fait des expositions du travail des enfants et ils en sont très heureux, car c'est une reconnaissance et une façon d'être perçus avec d'autres yeux.

Travailler dans la rue, c'est découvrir l'abandon complet et l'omission de l'État envers ces enfants ou la population pauvre. Dans les situations périlleuses, personne ne se charge d'amener un enfant pour trouver du secours. Le travail de rue permet, à partir de situations concrètes, d'avoir en vue la réalité nationale et de mieux comprendre pourquoi la rue est devenue

un lieu substitut. Il faut considérer que le fait de vivre ou d'avoir vécu dans la rue devient un **facteur de discrimination** pour l'intégration des enfants dans la société.

Le défi de restituer la dignité aux enfants de la rue est grandiose. Lors d'une réunion, un travailleur de rue l'illustrait en comparant les enfants à des équilibristes qui doivent atteindre à n'importe quel prix l'autre bout de la corde: une bonne partie des spectateurs-rices espèrent qu'ils ne réussiront pas et les enfants ne croient pas beaucoup à la victoire. [A.]



PHOTOS: REGENE BRITO WESTPHAL

ANDRÉ BÉLANGER

L'ENSEIGNEMENT: ENTRE LA RUELLE ET L'UNIVERSITÉ

ENTREVUE AVEC GILLES LAMOUREUX



PHOTO: BERNARD JEAY

D
O
S
S
I
E
R

ENSEIGNER OU FORMER? BIEN SÛR, DES COURS D'APPOINT PERMETTENT D'EN SAVOIR PLUS

SUR LES PROBLÈMES QU'ON RENCONTRE.

MAIS À L'HEURE OÙ LE TRAVAIL DE RUE ENTRE À L'UNIVERSITÉ, GILLES

LAMOUREUX, FORMATEUR ET DOYEN DES TRAVAILLEURS DE RUE AU QUÉBEC,

SOUVENT APPELÉ «LE GOUROU», ÉMET SES RÉSERVES.

Il lui a fallu des mois de travail, d'infiltration, de conversations, mais il y est enfin parvenu: Ginette, l'air de 50 ans malgré sa jeune vingtaine, accepte de se confier à lui. Ce soir encore, raconte-t-elle, son père l'agressera et elle se taira, comme elle l'a toujours fait. Bouleversé et impuissant, le travailleur de rue consulte en toute confiance son superviseur, un travailleur social du CLSC local. Grave erreur: le TS avertit la DPJ (la Direction de la protection de la jeunesse) et, dès le lendemain, la police intervient, arrête le type, l'enferme en prison.

Pour Ginette, il s'agit d'une trahison de plus dans une vie parsemée de rejets. Comme à chaque fois, elle a mal. Terriblement mal. «Plus jamais je ne ferai confiance à un travailleur de rue. Eux et les MTS (maudits travailleurs sociaux), c'est du pareil au même», se dit-elle.

Gilles Lamoureux, le doyen des travailleurs-ses de rue du Québec, a vécu cette trahison dans ses tripes. «Chaque travailleur de rue porte la pratique du métier pour tous les autres, répète-t-il. La confidentialité et la confiance sont les pierres angulaires du travail. Qu'est-ce que la petite fille devient aujourd'hui? On ne le saura peut-être jamais. On l'a perdue.»

APPRENDRE

Après 20 ans de pratique, Gilles Lamoureux continue d'avoir mal. Il connaît la souffrance des jeunes de la rue, leur désarroi. Il a appris à les aimer, simplement. «Pour être près d'eux, je suis obligé de tolérer des choses qui m'écœurent. Ce n'est pas la relation d'aide qui compte, c'est la relation d'être.»

Pour persévérer dans ce travail, il lui a fallu une bonne dose d'humilité. Au début des années 70, on trouvait plus de 120 travailleurs et travailleuses de rue à Montréal. Cinq ans plus tard, dans la foulée de la création des CLSC, il n'en restait plus qu'un, Gilles Lamoureux. Entêté, il se lance dans la formation de travailleurs-ses de rue. La fondation du PlaMP en 1980 marque le coup d'envoi d'une lente renaissance du travail de rue. On voit bientôt apparaître le PIP à Québec, la Piaule à Drummondville, tandis que les BCJ investissent de plus en plus dans ce type d'intervention. La grande popularité du travail de rue aujourd'hui est en partie liée à l'obscur travail réalisé par Gilles Lamoureux. Après tout, c'est lui qui a formé la plupart d'entre eux.

FORMER

En 15 ans, près de 1 500 personnes ont suivi sa formation, mais quelques-unes seulement ont embrassé la profession. «C'est un métier très dur. Les réalités de la rue nous confrontent continuellement à nos limites, à nos peurs, à nos préjugés, dit-il. Les jeunes drogués ou prostitués vont continuellement tester le travailleur de rue. Ils veulent savoir s'il est sincère, si on peut lui faire confiance. Son seul atout, c'est son authenticité. S'il n'est pas sincère ou s'il ne fait plus bien son travail, les jeunes vont tout de suite l'écarter.»

Les travailleurs-es qu'il a formés-es ont tous passé par la même école, celle de la rue. En guise d'initiation, il lance ses stagiaires à l'assaut des bars du centre-sud de Montréal en équipe de deux ou trois, question d'observer ce qui s'y trame. Le voyage au bout de l'enfer se termine habituellement avec la fermeture des bars. C'est le lendemain, au cours de l'opération décodage, que l'exercice prend tout son sens: on tente de comprendre ce qu'on a observé, mais surtout, ce qu'on a ressenti, première étape permettant d'identifier ses préjugés et la manière dont ils influencent notre perception de la réalité.

Il y a beaucoup d'appelés-es et peu d'élus-es dans ce métier. «Il est dangereux par exemple d'envoyer un ex-toxicomane dans la rue, dit-il. S'il est mal préparé ou mal supervisé, il peut être tenté de consommer de nouveau ou, pire, d'adopter une attitude moralisatrice avec les jeunes.»



PHOTO: YVES PROVENCHE, CHRONO-PRESSE



PHOTO: YVES PROVENCHE, CHRONO-PRESSE

Gilles Lamoureux

«Pour être près d'eux, je suis obligé de tolérer des choses qui m'écœurent.»

L'ATRUEQ EST NÉE



PHOTO: XAVIER LLUIS, CHRONO-PRESSE

Robert Paris, de l'ATRUEQ

Le 21 mars 1993 naissait officiellement l'Association des travailleurs et travailleuses de rue du Québec (ATRUEQ). Forte d'une vingtaine de membres, elle a été créée afin de permettre aux travailleurs-ses de rue de définir eux-mêmes leur pratique.

Robert Paris, de l'ATRUEQ, explique: «Il faudrait commencer par s'entendre sur une définition commune du travail de rue. On compte une cinquantaine de travailleurs de rue au centre-ville de Montréal qui ont des pratiques et des valeurs éclatées. Qui les forme? Qui les mandate pour agir? Sont-ils suffisamment encadrés?» [A.B.]

Le travail de rue comporte sa part de risques. «Pour inspirer confiance, il faut se rendre vulnérable, ajoute-t-il. Il faut aussi être un peu *guidoune* pour faire ce métier-là et laisser derrière soi ses jugements moraux. Si le travailleur de rue rencontre une fille qui est en fugue, son rôle n'est pas de la dénoncer à la DPJ, mais d'informer son praticien (travailleur social, médecin, etc.) et sa famille qu'elle va bien et qu'elle lui fait confiance. Mais jamais, au grand jamais, il ne leur dira où elle se trouve sans son consentement.»

«TRAVAIL DE RUE TXN-2420»

Depuis quelques années, de pratique obscure qu'il était, le travail de rue a acquis ses lettres de noblesse. On offre même un cours de travail de rue dans le cadre du certificat en toxicomanie à l'Université de Montréal. «Ça donne une corde de plus à l'arc des étudiants», estime Francine Dorval qui donne le cours.

Mais Gilles Lamoureux s'en inquiète. «Si c'est pour les initier, ça va. Mais jamais, au grand jamais, on ne peut former des travailleurs de rue à l'université. Le travail de rue, ça n'a rien à voir avec la théorie. Il faut une formation continue, parce que la situation des jeunes est continuellement en mouvance.»

«Notre formation ne doit pas être si mauvaise que cela, puisqu'en 20 ans, aucun de ceux que j'ai formés n'a été tué ou n'a fait de la délation.»



LE FINANCEMENT: CHOISISSEZ UN PROBLÈME...

ANDRÉ BÉLANGER

LE GOUVERNEMENT EST PRÊT À RECONNAÎTRE DU TRAVAIL DE RUE. EN FIXANT DES OBJECTIFS. ON NE TRAVAILLERAIT PLUS AVEC DES JEUNES, MAIS AVEC DES PROBLÈMES. EN LA FINANÇANT, LE GOUVERNEMENT RÉCUPÈRE L'AFFAIRE. ET BUREAUCRATISE, EN ÉCORCHANT AU PASSAGE LES GROUPES DÉJÀ IMPLANTÉS. PLUS D'ARGENT, MAIS MOINS DE MARGE DE MANŒUVRE...

En août 1993, le travail de rue vivait ses heures de gloire. Le protocole interministériel sur le phénomène de l'itinérance le reconnaissait enfin pour ce qu'il a toujours été: une méthode d'intervention valable et efficace. Mais à peine vient-on d'émettre son certificat de naissance qu'on veut déjà l'inscrire à l'école de réforme, celle du réseau de la santé et des services sociaux.

Année après année, à coup de 100\$ ou de 1 000\$, les organismes parvenaient à grappiller des miettes de la manne gouvernementale sans sacrifier leur indépendance. Les donateurs privés (Centraide, les communautés religieuses, etc.) complétaient ou, très souvent, constituaient le tout.

Un programme gouvernemental avait la cote: le programme SOC pour soutien aux organismes communautaires. Même s'il ne représente qu'à peine 1% du budget total du ministère de la Santé et des Services sociaux, dont quelques miettes seulement sont réservées aux travailleurs-ses de rue, il a la grande qualité de laisser une très grande marge de manœuvre aux organismes qui le dépensent. Il AVAIT, diraient plutôt certains... Car dès 1996, les SOC, PSPT et consorts¹ sont appelés à disparaître ou, du moins, ils devront s'inscrire dans le cadre de la toute dernière création bureaucratique issue de la Loi 120: les PROS ou Plans régionaux d'organisation de services.

¹ Le MSSS finance entre autres le SOC (Soutien aux organismes communautaires), le PSPT (Programme de promotion de la santé et de prévention à la toxicomanie), le PAAC (Programme d'aide à l'action concertée).



PHOTO YVES PROVENCHEUR, CHRONO-PRESSE



PHOTO BERNARD JEAY



PHOTO BERNARD JEAY



Les agents de sécurité de la STCUM sont plus souvent qu'autrement à la station de métro Villa-Maria, pour contenir les «troupes» de jeunes.

PHOTO BERNARD JEAY



UN «PRO» DES DEMANDES DE SUBVENTION

DESSIN JAMES WAGNER

CHOISIR UN PROBLÈME

Avec ces créatures bureaucratiques améliorées, on ne parle plus d'aider des personnes aux prises avec des problèmes, mais plutôt de régler les problématiques. Ces PROS santé mentale, jeunesse, toxicomanie ou alcool s'accompagnent d'objectifs à atteindre, déterminés par le réseau public de santé, auxquels les groupes communautaires n'auront d'autre choix que de répondre. Pour plusieurs, on a tout simplement changé un SOC pour quatre PROS...

«On risque de passer d'un financement à l'année à un financement à la pièce», déplore France Banville du Bureau Consultation Jeunesse (BCJ) de Longueuil, un organisme qui a une longue expérience en travail de rue derrière lui. «Devra-t-on faire plusieurs demandes de subventions pour chacun des jeunes qu'on rencontre ou, pire, faudra-t-il écarter des jeunes parce qu'ils ne collent pas aux objectifs des PROS?». René Charest, coordonnateur du réseau d'aide aux personnes itinérantes rappelle de son côté l'exemple de la maison d'hébergement Eugénie-Bernier qui a dû choisir entre héberger des personnes ayant des problèmes de santé mentale et accueillir celles ayant des problèmes de toxicomanie. «Qu'est-ce qu'on fait avec ceux et celles qui ont plus d'un problème?»

COMPTABILISER LA PRÉVENTION

Pendant qu'on s'interroge, le MSSS a entrepris d'investir et de s'investir dans le travail de rue. L'année 1993 a vu des régies régionales débloquer de l'argent frais pour des projets. La Régie régionale de Lanaudière, par exemple, accordait 70 000\$ à des projets de travail de rue entre 1992 et 1994. Les régies de Montérégie et de Laval y sont aussi allées de leur contribution. Dans ce dernier cas, la Régie a décidé de financer une équipe régionale de sept travailleurs-ses de rue. Une initiative accueillie avec plaisir et crainte.

«Devra-t-on faire plusieurs demandes de subventions pour chacun des jeunes qu'on rencontre ou, pire, faudra-t-il écarter des jeunes parce qu'ils ne collent pas aux objectifs des programmes du gouvernement?»

Ce sont les groupes nouvellement initiés au travail de rue, plus «spécialisés», qui ont reçu la manne. Des groupes plus anciens, comme le BCJ-Laval, ont préféré rester à l'écart. «En échange de ces montants, la Régie nous demande de faire de la prévention auprès de certains groupes cibles, et ça nous inquiète, explique Carole Pagé. Qui va évaluer ce travail de prévention et sous quels critères? Va-t-il falloir comptabiliser la prévention en nombre de seringues distribuées?»

Et il est trop tôt pour y répondre, réplique-t-on à la Régie. «Les PROS vont affecter le financement de l'ensemble des organismes communautaires, convient l'agente de planification en santé mentale, alcoolisme et toxicomanie à la Régie régionale de Laval, Carole Hinse. Mais chaque région conserve une marge de manœuvre. Chez nous, on a décidé, pour simplifier la tâche aux organismes, de faire un arrimage entre les problématiques d'alcoolisme, toxicomanie et santé mentale.»

RÉSEAU DE LA SANTÉ: IN OU OUT

La lutte contre le sida a apporté de nouveaux budgets pour financer du travail de rue auprès des clientèles dites à risque. D'autres groupes spécialisés en prévention de la toxicomanie, de la prostitution ou du décrochage scolaire se sont lancés dans le travail de rue. Doit-on y voir le premier signe d'une récupération de la pratique par le réseau de la santé?

Françoise Guay, du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal, résume. «Le travail de rue s'est toujours défini à partir des besoins perçus par les intervenants en contact avec les jeunes. Si le réseau, et en particulier les CLSC, se mêle de faire du travail de rue, on risque de devenir les "indics" au service du réseau de la santé!»

Peut-on respecter les règles de l'art en matière en travail de rue tout en relevant d'un CLSC? «Tout dépend, estime Gilles Lamoureux. Si le but de quelqu'un est de sortir les prostituées de la rue ou de distribuer des seringues, il fait un travail important, mais c'est autre chose que du travail de rue.» Pour la formatrice en travail de rue Francine Dorval, là n'est pas la question. «Je crois qu'on s'en fait trop pour peu dans le milieu. Qu'est-ce qui est mieux: travailler pour le CLSC ou ne pas faire de travail de rue du tout? En dernier recours, c'est toujours le travailleur de rue qui décide de son intervention.»

«C'est la difficulté même de ce travail qui le sauvera. Ils ne pourront pas nous assimiler, souligne Gilles Lamoureux. On se place là où les autres refusent de se placer et ça, c'est sacrément difficile.»

AU ZAÏRE: L'ENNEMI, C'EST LA PERSONNE PAYÉE POUR TE PROTÉGER

MUNYONGE ABWE WA MASABO

AU ZAÏRE, LA DICTATURE DE MOBUTU DURE. LA TERREUR RÈGNE.
ET LES MILITAIRES ET LES POLICIERS EN RAJOUTENT.

Le 24 novembre 1965, Mobutu prend le pouvoir lors d'un coup d'État militaire et instaure une dictature qui dure depuis 29 ans. Le 24 avril 1990, Mobutu, sous l'impulsion des mouvements démocratiques des pays de l'Europe de l'Est, feint d'entreprendre un processus de démocratisation lors d'un discours dont il ne respectera, par après, aucun terme. C'est le début d'un véritable holocauste pour le peuple zaïrois. deux crimes d'État.

Les caciques du parti au pouvoir reprocheront à Mobutu sa promesse, même fausse, de démocratisation. Il entreprendra très vite de récupérer le pouvoir par des coups de maître et en commençant par deux crimes d'État.

Le premier fut le massacre des étudiantes et étudiants du campus universitaire de Lubumbashi au Shaba, au sud du pays. La nuit du 11 au 12 mai 1990, un commando de militaires masqués de cagoules, venus de Kinshasa, envahirent le campus, coupèrent l'électricité, officiellement, en fin d'après-midi et massacrèrent froidement des étudiants-es en plein sommeil, de 23h30 à 4h30.

Le commando était guidé, dans son opération sanguinaire, par des étudiants-es

complices en majorité originaires de la région-province de Mobutu. Les assaillants assassins, munis de lampes-torches et de cordelettes, foncèrent vers les dortoirs et chambres indiqués par leurs guides, ouvrant les gorges et les ventres des victimes innocentes et jetant celles-ci par les fenêtres. Des filles ont été violées, on leur enfonçait des baïonnettes dans le vagin. Une fille a eu un sein tranché avec une machette trempée dans du poison. Un étudiant du nom de Ilombe, parmi les plus bouillants, a eu le crâne fracassé par un coup de machette et la gorge tranchée.

Le deuxième crime en liste fut la consécration du pillage d'État. C'est ce qui sera prénommé le «septembre noir». Le 21 septembre 1991 marqua le début d'une première au Zaïre: le pillage systématique de toutes les villes du pays par les militaires. Le coup d'envoi fut donné à Kinshasa, la capitale.

Le scénario du pillage que j'ai vécu à Butembo au Nord-Kivu, au nord-est du pays, est caractéristique de ce genre de pratique. Un commando, composé de quatre militaires, est venu piller Butembo le 5 octobre 1991, de 9h du matin jusqu'à 5h de l'après-midi. Après s'être servi à volonté, le commando céda la place à la police locale qui acheva

l'œuvre. Quel spectacle scandaleux et insécurisant que de voir les personnes payées, habillées, nourries et armées par une population pour la sauvegarde de celle-ci et de ses biens, se livrer à des actes de barbarie.

Dès lors, la population vit dans une peur propre à la jungle. Le lion de cette jungle humaine est le militaire. Fort de son fusil et fier de son uniforme, il ouvre de force toutes les caisses, toutes les fesses, toutes les gorges et toutes les portes. Les arrestations arbitraires, enlèvements clandestins, massacres gratuits, pillages, viols et vols sont devenus mode de vie.

LA FABRICATION DE CONFLITS

Comme pour se donner un mandat de gérer des conflits et ainsi pêcher dans l'eau trouble, le régime de Mobutu a fabriqué et entretient deux conflits ethniques: dans la région-province du Shaba, au sud du pays, le premier conflit entre les habitants-es originaires de cette région, et les Kasaiens-nes originaires de deux régions du Kasai, situées au centre du pays; et au Nord-Kivu, au nord-est du pays, le deuxième conflit entre les Zaïrois-es de souche et ceux-celles d'origine rwandaise (bilan: 6 000 morts et plus de 200 000 personnes déplacées vers les pays limitrophes en mars 1993).

Dans un pareil contexte, l'économie ne peut qu'être en déroute. Présentement,

1994
JUN
M
248
VO

La République du Zaïre est située en Afrique centrale, à cheval sur l'équateur. Sa population actuelle est estimée à 40 millions d'habitants-es, dont 60% vivent dans les villages et 40% en ville, avec un taux d'accroissement annuel de l'ordre de 3%. Cette population se répartit en plus de 450 tribus, parle quatre langues nationales et a gardé le français comme langue officielle. Le pays est potentiellement très riche: son sous-sol regorge de mines de cuivre, de cobalt, de diamant, d'or, etc. Sa forêt cache les 6% de la végétation arborescente de la planète. La pêche, l'élevage et l'agriculture y sont pratiqués. La monnaie porte le nom du pays, le «zaïre».

il circule trois monnaies au Zaïre: l'ancienne monnaie (ancien zaïre), la nouvelle monnaie (nouveau zaïre) et le dollar US. Au moment où je couche ces lignes, 1\$US vaut 130 nouveaux zaïres, 390 000 000 anciens zaïres. Cependant, un-e enseignant-e de l'école primaire gagne, par mois, 7 nouveaux zaïres ou... 0,05\$US. Par ailleurs, un simple savon de lessive coûte 25 nouveaux zaïres, c'est-à-dire 3 mois et 2 semaines de travail de l'enseignant-e zaïrois-e. En fin de compte, dans les villages, les gens en sont même revenus à l'ancien système de troc.

TROIS SUR LE MÊME LIT D'HÔPITAL

La santé au Zaïre est devenue miraculeuse. Les médicaments, les vrais, sont très rares. Là où il y a de bons médicaments, ils coûtent trop cher. Et là où il n'y en a pas, on retrouve souvent de faux substituts. C'est ainsi que l'on a rencontré sur le marché de Butembo de la farine de manioc ensachée à la place et au lieu de la poudre d'antibiotique.

Dans les hôpitaux, c'est devenu très courant que trois malades partagent un lit simple.

Le militaire violeur étant une personne à haut risque en rapport avec l'épidémie du siècle, le sida, toutes les victimes de viol sont très suspectes. Si l'on supposait qu'un militaire du Zaïre a déjà violé une moyenne de 10 femmes depuis le 24 avril 1990, ce qui est très modeste, il y aurait combien de femmes suspectes? L'honnêteté intellectuelle la plus rudimentaire oblige que le Zaïre de Mobutu soit déclaré pays à haut risque par rapport au virus du sida. À ne pas oublier qu'au début de l'année 1993, des soeurs religieuses belges ont été aussi violées par les militaires d'État de Mobutu, dans l'un des 24 quartiers de Kinshasa.

La nutrition n'aide malheureusement pas cet état sanitaire inquiétant. Le commun des familles zaïroises ont adopté un régime suicidaire d'un seul repas par jour, à 17h. Mais c'est fréquent en ville de rencontrer en famille les gens qui

PHOTO ELIOT ELISOFON ET ADAM WOOLFIT



Chaînes pour esclaves de ce Zaïre autrefois appelé Congo.

mangent par rotation: certains membres de la famille mangent aujourd'hui pendant que d'autres jeûnent, et le lendemain, c'est le contraire.

LA DICTATURE DE LA DÉSINFORMATION

Les écoles, au Zaïre, entrent dans leur cinquième année sans fonctionner normalement. C'est même stratégique pour le maintien du pouvoir de Mobutu, car l'école constituait le meilleur lieu déjà organisé pour canaliser des mouvements de protestation. S'il y a des écoles qui «fonctionnent» encore, c'est avec l'appui des parents qui paient les enseignants-es. Et comme la population zaïroise est plus que jamais majoritairement très pauvre, ce sont les parents pilliers de la population qui se permettent de payer les enseignants-es et de faire scolariser leurs descendants-es.

Quant à la presse parlée, la radio et la télévision, c'est encore le pouvoir san-

PHOTO: ELIOT ELISOFON ET ADAM WOOLFIT



guinaire qui contrôle toute l'information jusqu'à aujourd'hui. Des radios étrangères, France-internationale, la voix de l'Amérique, etc., peuvent être captées avec des postes récepteurs d'ondes courtes, mais peu de gens disposent encore de postes de radio, et, surtout, peu peuvent s'acheter régulièrement des piles. Très peu de citoyens-nés sont au courant des divers projets de société proposés par plus de 200 partis politiques de l'opposition.

Sur le plan politique, c'est le blocage. Le chien aboie et la caravane passe. Il existe deux gouvernements: l'un dont le premier ministre a été élu par la Conférence nationale souveraine, donc du peuple, et l'autre imposé par Mobutu. C'est ce dernier qui dirige par force, parce qu'il a la planche à billets et l'armée. Il y avait aussi deux parlements mais aux dernières nouvelles, il y aurait eu fusion de deux institutions pour en faire un parlement de transition, foulant ainsi aux pieds les acquis de la Conférence nationale.

Même si le Zaïre n'est pas intéressant comme site de blanchissage de l'argent de la drogue (Haïti), le siphonnage de



PHOTO ELIOT ELISOFON ET ADAM WOOLFIT

ses minerais peut faire retarder pour longtemps l'intervention internationale. Les grandes puissances peuvent acheter à rabais auprès de la junte militaire du diamant industriel et du cobalt dont le Zaïre est premier producteur au monde. Alors qu'ailleurs (Yougoslavie, Somalie), l'ennemi est bien identifié (religieuses

ou fractions armées rivales), au Zaïre on ne connaît pas son ennemi. C'est le-la voisin-e, parfois le frère ou la soeur. Mais surtout, et c'est là le pire, l'ennemi c'est la personne qui est payée pour te protéger. Tout cela aide à faire de la guerre au Zaïre un conflit expressément oublié. ☹

Se serrer les coudes!

Les gouvernements sont en train de tout détruire. La population s'appauvrit: 450 banques alimentaires en 1994 pour la seule région de Montréal!

Il faut organiser la riposte. Un premier jalon vient d'être posé avec le Forum sur la solidarité sociale.

Le deuxième: un premier mai solidaire.

Il faut se serrer les coudes. C'est une question de survie!



Syndicat des Métallos (FTQ)

UNIVERSITÉ POPULAIRE D'ÉTÉ

Les mouvements sociaux sont-ils porteurs d'une culture différente?

Pour une cinquième année le Centre de Formation Populaire organise une université populaire d'été.

du 28 août au 1er septembre 1994

Pour informations:

CENTRE DE FORMATION POPULAIRE

Tél. (514) 842-2548 Fax (514) 842-1417



Jacques
St Amant, avocat

5120, boul. Pie-IX, no 5
Montréal, Qc
H1X 2B6
Tél.: (514) 728-2693



AUX ÉTATS

TALLADEGA, ALABAMA: UNE VILLE ENTIÈRE POUR HANDICAPÉS-ES



ANDRÉ BÉLANGER

UNE FEMME AVEUGLE SE PRÉSENTE AU COMPTOIR D'UN McDONALD'S BONDÉ. ELLE PARCOURT LE MENU EN BRAILLE AVEC SES DOIGTS ET LANCE AU PRÉPOSÉ UN RETENTISSANT «BIG MAC» ET «EGG McMUFFIN». SON VOISIN, MALENTENDANT, COMMUNIQUE SA COMMANDE AU SERVEUR À L'AIDE DU LANGAGE DES SIGNES. À TALLADEGA, EN ALABAMA, PLUS PERSONNE N'EST SURPRIS DE VOIR DES SCÈNES DU GENRE.

Cette petite ville de 19 000 habitants-es paraît en effet avoir été bâtie sur mesure pour ses résidents-es handicapés-es. Des feux parlants à l'intersection la plus achalandée de la ville indiquent aux piétons le nom de la rue et le moment approprié de la traverser. L'hôpital et la police sont en mesure de répondre aux appels d'urgence logés par les résidents-es qui ne peuvent ni voir ni entendre. Les livreurs de pizza peuvent prendre les commandes – extra-large avec pepperoni? – en se servant du langage des signes.

«Le terme même "handicapé" me paraît ridicule, puisque tout le monde peut faire à peu près n'importe quoi ici», affirme Ruby Green, un vice-président de la Citizens Bank, qui offre des dépliants en braille pour ses clients-es et dont une de ses caissières est malentendante.

L'EXPLICATION

Perdue au beau milieu des terres agricoles du centre de l'Alabama, Talladega est surtout connue pour l'autoroute *Talladega Superspeedway* qui la traverse, et pour son pénitencier fédéral où ont séjourné des Manuel Noriega et Jim Bakker. Mais la ville abrite aussi une école centenaire, l'Institut de l'Alabama pour les aveugles et les malentendants-

es, qui accueille 1 000 des 19 000 résidents-es de Talladega.

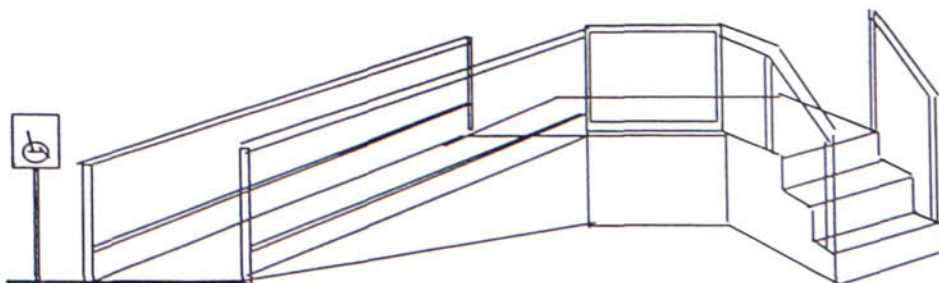
Un peu partout aux États-Unis, l'Institut sert d'exemple à suivre en matière d'intégration. L'usine qu'il gère en fait le plus important employeur de Talladega. Elle emploie de nombreuses diplômés-es et fabrique des sous-produits du papier, des cravates, des vadrouilles, etc., destinés à l'Armée états-unienne. Le contrat avec le Gouvernement est explicite: les trois quarts de la production de l'usine doivent être réalisés par des personnes handicapées. Le résultat est un merveilleux exemple d'intégration des personnes handicapées.

Sur le plancher de l'usine, un malentendant opère une machine qui imbibe d'encre des tampons encreur. À ses côtés,

un homme aveugle découpe les tampons avec une guillotine équipée d'un oeil magique qui provoque l'arrêt de la machine dès que les mains de l'employé s'approchent de trop près de la lame. Le gérant de production, Norman Culver, est aveugle lui-aussi.

La majorité des employés-es se rendent à l'usine dans un autobus conduit par un unijambiste. Ils mangent dans une cafétéria opérée par des aveugles. La réceptionniste de l'usine, à peu près complètement aveugle, dispose d'une «calculatrice parlante» qui épelle les chiffres, et d'un logiciel permettant d'agrandir suffisamment le texte sur l'écran de son ordinateur pour le rendre lisible.

«À force de se côtoyer, la communauté a développé de la compassion pour ses concitoyens sourds et muets, explique



le directeur de la Chambre de commerce de Talladega, Frank Hubbard. Ils sont acceptés dans la communauté. Pour nous, ce sont des citoyens ordinaires.»

L'EFFET D'ENTRAÎNEMENT

Les politiciens-nes et les marchands-es locaux font d'ailleurs des pieds et des mains pour attirer cette clientèle. La municipalité a refait les trottoirs jugés trop raboteux et installé des feux de circulation parlants. Des services religieux sont donnés par signes, tandis que des clubs vidéo louent des cassettes et des

films traduits dans le langage des signes.

Un important concessionnaire Chevrolet a misé sur la haute technologie. Ses employés-es peuvent vendre une voiture sans même ouvrir la bouche. Ils se servent d'un *modem* pour communiquer d'ordinateur à ordinateur avec leurs clients-es malentendants-es. La police et les services hospitaliers d'urgence se servent du même système. «McDonald's a fait une bonne affaire en adaptant ses services à cette clientèle», précise M. Hubbard.

De l'avis de M. Hubbard, de nombreuses municipalités s'inspirent de l'exemple de Talladega. «On attend encore des propositions de jumelage avec d'autres villes», lance-t-il en guise d'invitation aux municipalités québécoises.

Le jour où Jennifer Culver, une aveugle de naissance, est arrivée à Talladega, elle en est restée abasourdie. Pour la première fois de sa vie, elle passait inaperçue dans la rue. Et durant de courts instants, il lui arrivait parfois d'oublier qu'elle était aveugle.

15

La formation, un atout pour l'action!

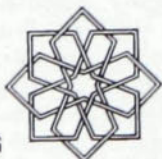
Production vidéo ♦ Formation ♦ Location de salles



1212, rue Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7
Tél. (514) 524-3561

LE CENTRE D'ÉTUDES ARABES POUR LE DÉVELOPPEMENT

3680, Jeanne-Mance, # 450
Montréal, Qc, H2X 2K5
Téléphone : (514) 982-6616
Télécopieur : (514) 982-6122
E-Mail : CEAD@WEB.APC.ORG



مركز
الدراسات
العربية
للتطوير
التقني

VALORISER ET FAIRE CONNAÎTRE LE MONDE ARABE

CIDMAA

Le Centre d'information et
de documentation sur le
Mozambique
et l'Afrique australe

*Un pont entre
l'Afrique australe
et le Canada*



3680, Jeanne-Mance, # 440
Montréal, Québec
H2X 2K5

Téléphone : (514) 982-6606
Télécopieur : (514) 982-6122

E-Mail : CIDMAA @WEB.APC.ORG



L'HISTOIRE DE CANDIDATS OUVRIERS

PIERRE HAMEL

AU QUÉBEC, L'ACTION POLITIQUE OUVRIÈRE NE S'EST PAS TRADUITE, COMME EN EUROPE, PAR L'ÉMERGENCE D'UN PARTI DE MASSE SUSCEPTIBLE D'EXERCER LE POUVOIR. CEPENDANT, DES CANDIDATS OUVRIERS ONT RÉUSSI À SE FAIRE ÉLIRE À QUELQUES REPRIS AU COURS DE L'HISTOIRE.

Au lendemain de la Confédération, des candidats dits «ouvriers indépendants», «libéral ouvrier» ou «conservateurs ouvriers» briguent les suffrages, tant à Québec qu'à Ottawa. L'un d'eux, l'avocat Louis-Amable Jetté, comme «libéral ouvrier», défait Georges-Étienne Cartier dans Montréal-Est en 1872. Téléphore Lépine, typographe, membre des Chevaliers du travail, et Joseph Béland, maçon, sont élus respectivement à Ottawa et à Québec, en 1888 et 1889, dans les comtés ouvriers de Montréal-Est et de Ste-Marie. Bientôt des voix s'élèvent qui reprochent à ces députés leur collaboration avec les partis traditionnels. Ainsi, le syndicaliste Alphonse Verville, élu en 1906 député fédéral du premier Parti ouvrier, joint les rangs libéraux en 1917.

Du début du siècle à la Grande Dépression des années 30, deux formations politiques, dites Parti ouvrier, ont tenté leur chance dans l'arène électorale. Toutes deux dans la mouvance social-démocrate, elles ont connu des tensions entre éléments modérés et radicaux. Le deuxième Parti ouvrier réussit une percée, sur la scène provinciale en 1919 et

1921, dans Maisonneuve et dans Ste-Marie. Le charpentier Joseph Ainey, président du Parti ouvrier, est défait dans la course à la mairie de Montréal en 1918, non sans avoir mené une chaude lutte. Un député ouvrier indépendant, Aurèle Lacombe, de l'Union des employés du tramway de Montréal, siège aussi à Québec en 1919.

DE LA POLITIQUE AU SOCIAL

En 1921, est fondé le Parti communiste du Canada suivi, en 1933, de la Commonwealth Cooperative Federation (CCF), ancêtre du NPD actuel. La CCF ne parvient à faire élire au Québec qu'un seul candidat, le syndicaliste David Côté, dans le comté de Rouyn-Noranda, en 1944. Le Parti communiste fait de même, dans le comté cosmopolite de Montréal-Cartier, où Fred Rose est élu en 1943. Inculpé d'espionnage au profit de l'URSS, Rose est emprisonné en 1946.

Même en butte à la répression (Loi du Cadenas de Duplessis en 1937, Loi fédérale des Mesures de guerre en juin 1940, etc.), le PCC initie un mouvement d'appui aux chômeurs-ses, victimes de la Crise, par la fondation de clubs et d'associations. Il s'occupe aussi des jeunes chômeurs célibataires parqués dans les camps du ministère de la Défense. Il s'active à la levée du bataillon Mackenzie-Papineau, destiné à combattre aux côtés des Républicains espagnols durant la guerre civile de 1936-1939. La scission de 1947 entre militants francophones et anglophones, sur la question des pouvoirs respectifs d'Ottawa et de Québec en matière de sécurité sociale, mar-




Assemblée du FRAP sous le thème «Les salariés au pouvoir», Montréal, 1970.



Alphonse-T. Lépine, premier député ouvrier du Québec au parlement d'Ottawa, en 1888.

PHOTO ARCHIVES PUBLIQUES DU CANADA

que le déclin de l'aile québécoise du PCC connu aussi sous le nom de Parti ouvrier progressiste.

Le rôle de ces élus et des formations qu'ils représentent s'apparente à celui d'un groupe de pression. Le Parti ouvrier, dans son programme électoral de 1899, préconisait des mesures progressistes comme l'instruction obligatoire et gratuite de même que l'abolition du travail pour les enfants de moins de 16 ans. Dès 1904, il proposait aussi la création de programmes d'assurance-maladie, de pensions de vieillesse et d'assurance-chômage. L'idée était ainsi lancée d'une justice distributive et d'une égalité des chances pour tous-tes. 

Bibliographie

- *Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976) 150 ans d'histoire*. Une coédition CSN-CEQ, 2^e édition, L'Éclair, Beauceville, juin 1979.
- Henri GAGNON, *Les militants socialistes du Québec. D'une époque à l'autre*, octobre 1985.
- *L'Action politique des ouvriers québécois (fin du XIX^e siècle à 1919)*. Recueil de documents, Les Presses de l'Université du Québec, 1976.



solidaires pour la relance sociale

*«On nous a attaqués
pendant que nous étions
en rangs dispersés.
Il faut se serrer les coudes,
respirer à l'unisson.»*

Clément Godbout, président



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

FTQ

Le Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ) souhaite, en cette juste fête du 1er mai, que la formation devienne une valeur d'emploi à l'échelle de toute la société québécoise et que les personnes poursuivent le développement nécessaire des organisations syndicales garantes de cette valeur.

SPGQ

Syndicat de professionnelles et professionnels
du gouvernement du Québec

***Une organisation syndicale solidaire de la qualité
des services publics et de la relance sociale***

**Monsieur Johnson,
on a des solutions au déficit.**



Avez-vous bien entendu?

SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC



PIERRE VIAU

LE COURAGE DES BOULEVERSEMENTS



PHOTO: PIERRE VIAU

ERNESTINA, 32 ANS, DIPLÔMÉE EN GÉNIE CIVIL, SPÉCIALISÉE EN STRUCTURE DE RÉSISTANCE DES BÂTIMENTS, A QUITTÉ SA FAMILLE ET SON FIANCÉ DE BUCAREST, ROUMANIE. ELLE EST ARRIVÉE À MONTRÉAL EN JUIN 1993, AVEC UN VISA D'IMMIGRANTE ET QUELQUES ADRESSES.

«**E**n Roumanie, tout est bloqué et plafonné pour les jeunes, les vieux contrôlent la base matérielle du pays. Ici, je pense avoir les conditions pour bâtir un avenir meilleur.»

PENSER AUTREMENT

«J'ai grandi et étudié dans un pays où tout est tracé d'avance et figé. On nous a habitués ou «dressés» à l'obéissance, à la soumission, au silence devant les fonctionnaires et les superviseurs. Aujourd'hui, je dois apprendre à m'exprimer, à faire confiance. J'aime mon pays, je n'aime pas parler en mal de lui. Mais le système communiste l'a

blessé horriblement. Seule une nouvelle génération aura peut-être les conditions psychologiques et mentales capables de promouvoir et de porter les changements nécessaires.»

«Depuis que je suis toute petite, la télévision n'a jamais cessé de montrer une image terrible de l'Ouest: violence dans les rues et les endroits publics, chômage, drogue, racisme. On sait bien que ce ne peut être si sombre, mais on doute toujours un peu. Se libérer de la méfiance, apprendre à établir des relations sociales moins hiérarchisées, sont des défis importants quand on arrive à Montréal.»

FEMME DE PRÉCISION ET DE RESPECT

Par profession, un peu par tempérament aussi, Ernestina aime recevoir des informations exactes, rapides et claires. Elle apprécie chez les autres le sens de l'organisation et du respect. «Les premiers mois à Montréal, je demandais tout le temps comment on fait ceci, cela: signer un bail, ouvrir un compte, installer le téléphone. Je suis frappée par la gentillesse et l'empressement des gens à nous expliquer. Bon, il y a des exceptions, bien sûr! Je n'aime pas critiquer. Mais l'agent du Bien-être social me traite un peu... me fait sentir que c'est une faveur qu'il m'accorde. Régler mes affaires avec l'aide sociale, c'est le moment le plus difficile et pénible. À chaque nouvelle rencontre, l'agent me dit des choses différentes de la rencontre antérieure. Il m'impatiente celui-là.»

«JE ME SUIS FAIT PLEIN D'AMIES»

«Quelques semaines après mon arrivée à Montréal, j'ai connu un centre d'entraide. Ce centre est l'image du quartier qu'il dessert. Les gens qui le fréquentent sont des immigrants des quatre coins de la planète. Ça aussi, c'était nouveau. Bucarest n'a pas ce caractère multiethnique.»

«La qualité d'accueil et de confiance de ce centre, sa capacité de mettre ensemble des personnes aussi diverses et de savoir bien organiser des activités de festività ou éducatives m'impressionnent beaucoup; ça donne du courage. Dans le centre, je me suis fait des amies latinos, russes, sychelloises, etc. J'aime y aller donner un coup de main. Beaucoup se connaissent, se saluent dans la rue, aux magasins, parce qu'ils se sont rencontrés dans ce centre. Récemment, je marchais dans la rue avec une amie roumaine et elle était tout étonnée, presque envieuse, de me voir parler avec un tas de gens. Je me suis sentie très fière de cela.»

Ernestina est déterminée. «Je veux démontrer que je peux réussir ici. Mais je devrai peut-être faire une réorientation de travail.» Ernestina n'a pas tort d'y songer. Quelques jours après l'entrevue avec VO, une émission d'information déclarait que le Québec comptait 5 000 ingénieurs-es (sur 38 000) sans emploi.



M A I - J U I N 1 9 9 4



Le chef de file de la solidarité dans l'emploi

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ)
a contribué à la création et au maintien
de quelque 6 000 emplois l'an dernier.

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)



En
campagne
POUR
les services
publics
et
l'emploi

En
campagne
POUR
les services
publics
et
l'emploi

En
campagne
POUR
les services
publics
et
l'emploi

Arrêtons le démantèlement des services publics

Sous prétexte de réorienter les services publics et les programmes sociaux pour mieux répondre aux besoins de la population, le gouvernement Johnson démantèle progressivement les services publics. Du coup, les grandes orientations que nous nous sommes données comme société sont remises en question. Le gouvernement n'a aucune légitimité pour procéder de la sorte.

Un changement de cap s'impose

Vouloir sabrer davantage dans les services, c'est mettre en péril un système qui a permis d'améliorer la santé, l'éducation et la qualité de vie de l'ensemble de la population du Québec. Le gouvernement doit mettre en oeuvre des politiques qui garantissent la pérennité et le renouvellement de notre outillage collectif ainsi que le développement de notre société. Agissons pour forcer le gouvernement à changer sa trajectoire et à redevenir un agent de développement économique et social.